

# [ FENÊTRES ]

## SUR COURS

  
SNU<sup>ipp</sup>-FSU  
HEBDOMADAIRE  
N° 424  
2 MAI 2016  
ISSN1241-0497



Si jeunes et  
déjà citoyens

ASSISES LES 2 ET 3 MAI  
Quelle refondation?

ENTRETIEN  
Albert Ogien



## A LA UNE

Si jeunes et déjà citoyens



## SOMMAIRE

5

## L'ENFANT A L'ÉCOLE

INÉGALITÉS DE BIEN-ÊTRE,  
LA FRANCE ÉPINGLEE PAR  
L'UNICEF

6

## ACTUS

ASSISES DES 2 ET 34 MAI  
QUELLE REFOUNDATION ?

10

## GRAND ANGLE

MAYOTTE, L'ÎLE SUBMERGÉE

12

## DOSSIER

EMC: SI JEUNES ET DÉJÀ  
CITOYENS

28

## MÉTIER

ABÉCÉDAIRE DU VIVRE  
ENSEMBLE, LE PALMARÈS DU  
CONCOURS BNF

24

## RESSOURCES

ÉCRIRE LA VILLE  
«NANTES JE T'AI  
LONGUEMENT OBSERVÉE...»

28

## AUTOUR DE L'ÉCOLE

PEINTURE DE L'ENFANCE,  
LE MIROIR DE LA SOCIÉTÉ

30

## GRAND INTERVIEW

ALBERT OGIEN

## Oui, c'est possible



Ce sont des chiffres qui donnent le vertige. A l'heure où les inégalités s'enkystent et la grande pauvreté des enfants progresse dans notre pays, l'ampleur de la fraude fiscale révélée par les Panama papers a de quoi faire bouillir!

On pourra toujours nous affirmer qu'on n'a pas d'autre choix que de se serrer la ceinture pour combler nos déficits budgétaires, nous rabâcher qu'il faut éduquer aux valeurs de la République, socle d'un indispensable « vivre ensemble ». Rien de tout cela n'est crédible quand d'aucuns, en cachette, s'exonèrent des devoirs communs et de l'intérêt général.

Au final, ce sont au moins, en France, 50 milliards d'euros de manque à gagner pour le budget et la cohésion sociale. Une somme bien utile pour soutenir des politiques publiques volontaristes d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, à la culture... Une somme nécessaire pour amplifier l'investissement en faveur d'une école qui plus que jamais a besoin de moyens et de soutien. Une somme enfin disponible pour remettre à niveau nos salaires indécentes, pour porter l'ISAE à 1 200 euros. C'est maintenant que le gouvernement doit réparer cette inégalité injustifiable pour les enseignants du primaire. L'austérité n'est pas une fatalité. Oui, il est possible d'avancer vers une société moins avide, plus juste et plus solidaire.

Sébastien Sihr



© MIRA/NAJA

[FENÊTRES]  
SUR COURS

Hebdomadaire du syndicat national  
unitaire des instituteurs, professeurs  
des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris  
Tél. : 01 40 79 50 00  
E-mail : fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication : Sébastien Sihr  
Rédaction : Francis Barbe, Aline Becker, Alexis Bisserkine, Laurence Gaiffe, Valérie Kownacki, Pierre Magnosto, Philippe Miquel, Jacques Mucchielli, Christian Navarro, Emmanuelle Roncin, Sébastien Sihr, Virginie Solunto.  
Conception graphique : Acte Là !

Impression : SIEP Bois-le-Roi  
Régie publicité : Mistral Media  
365 rue Vaugirard 75015 Paris  
Tél. : 01 40 02 99 00

Prix du numéro : 1 euro Abonnement : 23 euros  
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284  
Adhérent du syndicat de la presse sociale



# Inégalités de bien-être : la France épinglée par l'UNICEF

Le rapport Innocenti rédigé pour l'UNICEF montre que les 10% d'enfants les plus pauvres sont de plus en plus laissés pour compte dans les pays riches. En France, les résultats sont particulièrement préoccupants.

« Sur l'ensemble des critères d'inégalité, la France occupe le 28<sup>e</sup> rang sur 35 pays de l'UE/OCDE ». Sévère constat établi par le centre de recherche Innocenti pour l'UNICEF. Car si tous les pays riches ont tendance à délaissier les enfants et adolescents les plus démunis, la France est particulièrement mal placée dans cette étude qui fait le bilan de leur bien-être dans les pays de l'OCDE et de l'Union européenne. Le centre a mesuré les écarts entre les enfants les plus défavorisés et ceux qui se situent sur la médiane dans quatre domaines, les revenus des ménages, la réussite scolaire, et, à partir des déclarations des enfants et des jeunes, les problèmes de santé et la satisfaction dans la vie.

Ce ne sont pas les écarts de revenus qui plombent les résultats de la France car les différences sont dans ce domaine relativement faibles, le pays se classant en 13<sup>e</sup> position sur 41. Par contre « ses résultats dans les trois autres domaines étudiés sont, eux, très préc-

cupants. » Et c'est particulièrement le cas dans l'éducation où les écarts de résultats scolaires établis à partir de l'enquête PISA mettent la France à la 35<sup>e</sup> place sur 37. Dans le domaine de la santé elle se classe au 27<sup>e</sup> rang car plus de 30 % des enfants âgés de 11 à 15 ans signalent qu'ils sont touchés quotidiennement par un ou plusieurs problèmes de santé. Enfin, si les enfants des pays observés déclarent un niveau de satisfaction dans la vie de 8 sur 10 en moyenne, les écarts sont plus importants chez les jeunes Français plus nombreux à attribuer un score de 4 sur 10 ou moins, ce qui la place la France en 28<sup>e</sup> position.

## Agir en priorité pour les plus défavorisés

Pour l'Unicef, il y a « un déploiement inégal des services et des ressources au détriment des enfants les plus vulnérables, ayant pour conséquence une accumulation des difficultés pour ces derniers. » Le rapport préconise de « réduire les inégalités subies par les enfants du bas du classement » car c'est « une manière efficace d'améliorer les résultats pour tous les enfants ». Cela passe par « l'amélioration des résultats scolaires des élèves défavorisés ». Une recommandation qui vaut particulièrement pour la France. ALEXIS BISSERKINE

[www.unicef.fr/article/bien-etre-des-enfants-dans-les-pays-riches-](http://www.unicef.fr/article/bien-etre-des-enfants-dans-les-pays-riches-)

Une prise en compte de la perception de leur bien-être par les enfants eux-mêmes.

## DEVELOPPEMENT

### DES CONGÉS MATERNITÉ PLUS LONGS ET BÉNÉFIQUES

Chaque mois supplémentaire de congé maternité, dans les pays à faible ou moyen revenu, permet de faire baisser de 13% la mortalité infantile, souligne une étude de l'université McGill au Canada. Rapportée par la revue PLoS Medicine, l'étude analyse les données portant sur près de 300 000 enfants. Elle note qu'un « nombre significatif de pays où survient la majorité des décès maternels et infantiles offrent moins de douze semaines de congé payé » et que les effets bénéfiques de l'allongement de ce congé se constatent lors des douze premiers mois des enfants.

## SANTÉ

### DES PETITS SUISSES MOINS GRAS

Même si le surpoids concerne encore un enfant sur six en Suisse, il est en recul de trois points depuis dix ans, passant de 20,1% des enfants tous âges confondus à 17,3%. Tels sont les derniers résultats de Promotion santé Suisse qui suit l'évolution des enfants à Berne, Bâle et Zürich. Le taux de surpoids augmente avec l'âge des enfants, il est supérieur chez ceux d'origine étrangère (23 % contre 15% pour les natifs) et de parents non diplômés, d'où « l'importance d'agir au sein des écoles », souligne l'étude, pour « toucher un maximum d'enfants ».

## ENQUÊTE

### QU'EST-CE QUI TE FAIT PEUR ?

Le terrorisme, les attentats... autant dire que l'actualité n'a pas épargné les 6-17 ans puisque 56 % évoquent ces événements comme leur principale peur, dépassant les anxiétés liées à la réussite scolaire (31%), révèle une enquête menée par l'association SOS Village d'enfants. À l'occasion de ses 60 ans, l'organisation humanitaire engagée dans l'accueil d'orphelins ou d'enfants abandonnés a interrogé 400 jeunes. Dans ce panel, différent de celui de l'Unicef (lire ci-contre), les enfants gardent leur joie de vivre puisqu'ils situent leur bonheur à 8,8 sur une échelle de 10.



INTERNATIONAL

**RISQUE DE PRIVATISATION**

«Un fossé social qui ne cesse de se creuser aux quatre coins de la planète, avec l'entrée en jeu de sociétés à but lucratif dans le domaine de l'éducation», les universitaires réunis début avril à Rome par l'Internationale de l'Éducation, dont le SNUipp-FSU fait partie, ont tiré la sonnette d'alarme sur les risques de privatisation de l'éducation qui se font de plus en plus pressants partout dans le monde. Experts et dirigeants syndicaux de plus de 30 pays membres de l'OCDE ont analysé la façon dont les intérêts privés sont promus dans les sphères d'élaboration politique, la menace qu'ils font peser sur la démocratie et les moyens de garantir des financements publics pour une éducation de qualité pour tous.

JAPON

**TOURS INFERNALES À L'ÉCOLE**

Plus de 8 000 blessures sont recensées chaque année dans les écoles et les universités du Japon au cours des séances de «kumitaiso», une gymnastique de groupe qui vise à faire des pyramides et des tours humaines les plus hautes possible. Cette pratique censée favoriser

l'esprit d'équipe et l'endurance vire souvent à la recherche de performances aussi spectaculaires que dangereuses. Malgré les protestations des parents d'élèves et les recommandations de l'Agence japonaise du sport qui prône l'arrêt du kumitaiso si «la sécurité ne peut être garantie», certains établissements résistent encore.

ALGÉRIE

**CONFLITS ET RÉFORME**

Des enseignants contractuels qui demandent leur intégration directe sans passer par un concours, une ministre de l'Éducation qui s'y refuse, des enseignants retraités qui occupent des logements de fonction et sont mis en demeure de les quitter... Les conflits sociaux parasitent la réforme de l'éducation engagée par le gouvernement algérien. Ils mettent actuellement au second plan les pourtant vifs débats sur les nouveaux programmes. Ces derniers prévoient l'assouplissement du rythme de travail et la modernisation des méthodes d'enseignement dans l'apprentissage des langues avec l'introduction des langues maternelles au côté de l'arabe littéraire dans les cycles préparatoires.

BELGIQUE

**WALLONIE : RÉFORME DE L'ÉCOLE**

Plus de loi de refondation chez nos voisins de Belgique francophone mais un «Pacte d'excellence scolaire». C'est ainsi que le ministère de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles a baptisé une vaste consultation lancée depuis un an afin de réformer un système éducatif accusé, comme son homologue français, d'être inégalitaire et de générer trop d'échec. Douze groupes de travail ont été constitués, composés des principaux acteurs de l'école : syndicats, administration et associations de parents, renforcés par des experts et des pédagogues chargés de plancher sur différents thèmes tels que l'adaptation des savoirs aux besoins de l'école du XXI<sup>e</sup> siècle, l'échec scolaire, l'orientation des élèves ou encore la formation des enseignants.

Une démarche participative qui s'est étendue jusqu'aux élèves (du second degré) rencontrés dans les établissements à l'aide d'un bus itinérant spécialement habillé aux couleurs du Pacte d'excellence. Aujourd'hui arrive pour la Wallonie, l'heure difficile de la synthèse qui devrait être connue ce printemps. Pas facile de faire le tri parmi la centaine de propositions qui vont de l'allongement de la journée scolaire à l'adoption d'un tronc commun pour tous les élèves jusqu'à 16 ans, en passant par la limitation du nombre d'élèves ou le passage à 38 heures par semaine dans les établissements pour les professeurs (actuellement de 20 à 26 heures devant élèves). L'évocation de cette dernière idée a été mal reçue par des syndicats belges qui estiment que le temps de travail hebdomadaire des enseignants est déjà de 40 à 45 heures par semaine et refusent catégoriquement tout allongement ou flexibilité. PHILIPPE MIQUEL

**Mathilde Dupré**, économiste à l'institut Veblen pour les réformes économiques

3 QUESTIONS À



« **TAFTA : l'éducation n'est pas dans les secteurs protégés** »

*Les négociations États-Unis / Union européenne ont repris sur le traité transatlantique, de quoi s'agit-il ?*

C'est un traité de commerce et d'investissement nouvelle génération car il existe déjà des échanges importants entre les deux continents, les droits de douane sont déjà faibles, en moyenne 3%, les négociations ne portent donc pas sur ces points mais essentiellement sur une convergence des règles et des normes. Il y a aussi tout un volet sur la libéralisation des services, l'ouverture des marchés publics aux entreprises étrangères. Un autre sur la possibilité pour des entreprises de porter plainte contre les États si elles s'estiment lésées par une décision de politique publique, y compris la hausse du salaire minimum ou la lutte contre le tabac.

D'autre part ce traité transatlantique est «vivant», il pourrait continuer à être discuté entre les parties après son adoption pour rapprocher encore les règles.

*Quelles pourraient être les conséquences pour les citoyens ?*

Sur les gains en termes de croissance, d'emploi, il y a un gros débat. L'étude commandée par l'Union européenne prévoit au mieux +0,05 point de croissance par an... Et une étude de l'université américaine Tufts calcule même une destruction de 600 000 emplois en Europe. En fait il est très difficile d'obtenir des données car les documents de négociation sont secrets. L'autre risque est d'ouvrir le marché européen à des produits jusqu'ici interdits mais commercialisés aux États-Unis comme le bœuf aux hor-

mones ou les OGM. Enfin dans la liste de services publics complètement protégés par l'ouverture à la concurrence, l'éducation et la santé ne figurent pas en tant que telles.

*Face à la montée des réticences, ce traité peut-il aboutir ?*

On est dans une année charnière avec une pression pour un accord avant fin 2016 car ensuite s'ouvre une période d'élections aux États-Unis, en France, en Allemagne. Il pourrait y avoir une accélération pour signer une version allégée, quitte à remuscler le texte ensuite par le mécanisme de coopération réglementaire. On saura mi-juillet si on entre dans une phase préalable à la signature ou si les négociations sont mises entre parenthèses.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE GAIFFE

# Assises des 2 et 3 mai

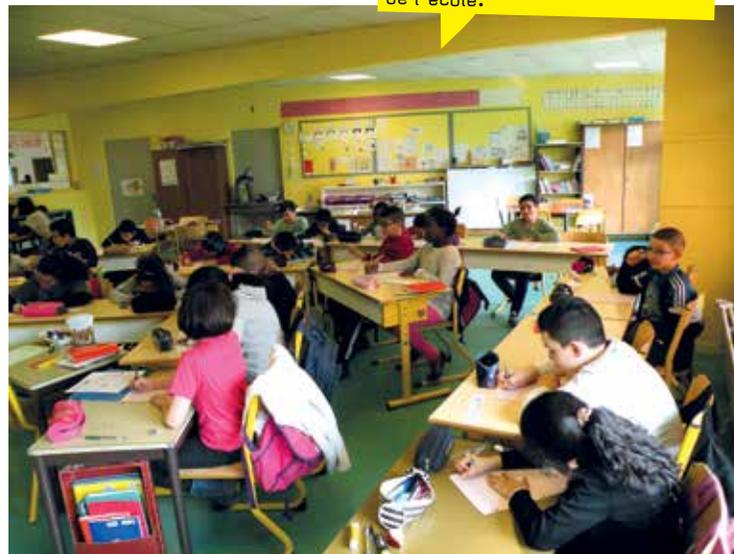
## Quelle refondation ?

Le ministère organise en grande pompe les Assises de la refondation les 2 et 3 mai prochains. Une grande opération de communication pour faire un bilan d'étape sur fond d'attentes fortes en matière de salaires et d'amélioration des conditions de travail et de la formation des enseignants. Une occasion pour le SNUipp-FSU de redire ce qui reste à faire.

L'opération « Hé oh » pour l'École est en marche du côté de la rue de Grenelle avec les Assises de la Refondation des 2 et 3 mai prochains. 800 personnes triées sur le volet sont attendues au Palais Brongniart. En ouverture, la présence des trois ministres de l'Éducation du quinquennat, Najat Vallaud-Belkacem, Benoît Hamon et Vincent Peillon et en clôture le Premier ministre. Des inspecteurs généraux, des élus et des chercheurs participeront aux débats et ateliers auxquels sont conviés les acteurs de la communauté éducative. Avec de grands absents : les enseignants des écoles. Dans ces conditions, le ministère pense qu'il sera plus facile de convaincre que tout va bien dans le meilleur des mondes. Ces deux jours s'affichent comme une tentative de réponse aux insuffi-

sances pointées par le dernier rapport du comité de suivi de la réforme du député Yves Durand. Celui-ci s'est alarmé d'une priorité au primaire « pas ressentie sur le terrain » et diluée par la réforme des rythmes. Un constat porté par le SNUipp-FSU qui interviendra lors de ces deux jours pour faire entendre la voix des enseignants et qui a décidé en marge de ces Assises, d'organiser un rassemblement devant le Palais Brongniart. Le compte n'y est pas et beaucoup reste à faire pour des conditions de travail permettant la réussite de tous. Car voici la réalité. Les directeurs et directrices sont débordés, les nou-

veaux programmes sont à mettre en place sans formation, les parcours se multiplient, l'inclusion doit se faire sans moyens. Sans parler de la revalorisation tant attendue. L'occasion aussi pour le SNUipp de mettre en lumière la campagne de pétition qu'il a lancée « Du temps, de la confiance et des moyens » que plus de 36 000 enseignants ont signée à ce jour. VIRGINIE SOLUNTO



### SALAIRES

## ISAE, POUR LE SNUIPP-FSU CE DOIT ÊTRE 1200 €

Est-ce à l'occasion des Assises de la refondation que le Premier ministre va enfin répondre à la légitime demande d'augmentation de l'ISAE ? Si la ministre a laissé entendre une augmentation de l'ISAE, son montant n'est toujours pas connu. L'objectif du SNUipp-FSU reste plus que jamais l'alignement de l'ISAE sur l'ISOE

du second degré, 1200€ pour tous et toutes avant la fin du quinquennat. La question ne peut être renvoyée à un éventuel engagement de l'État au-delà de 2017. C'est le message que le SNUipp a fait passer à Matignon et au ministère dans la lignée des différentes initiatives qu'il a menées depuis de longs mois. VIRGINIE SOLUNTO

#### Les étapes de la mobilisation de cette année



#### NOVEMBRE 2015

La lettre-pétition à la ministre avait été signée par plus de 50 000 collègues. C'est un appel à la Rue de Grenelle pour répondre à une demande légitime de la profession de revalorisation de l'ISAE et pour fixer un calendrier de négociation.



#### MARDI 26 JANVIER

Un enseignant des écoles sous trois en grève, soit plus de 100 000 enseignants pour la revalorisation de leurs salaires bloqués depuis six ans.



#### MARDI 22 MARS

Le SNUipp-FSU était reçu à Matignon pour remettre la lettre adressée au Premier ministre lui demandant une véritable revalorisation de leurs salaires, lettre signée par plus de 23 000 enseignants en quatre jours.

# 6,8

C'est en millions, le nombre d'élèves attendus à la rentrée prochaine dans les écoles maternelles et élémentaires, 6 808 900 exactement, un chiffre en hausse de 3 600 par rapport à la rentrée 2015 selon une récente note d'information de la DEPP. Pour les statisticiens du ministère, le nombre d'élèves dans le premier degré devrait en revanche baisser à la rentrée 2017, une première depuis 2011.



**CHANGEMENT DE DÉPARTEMENT**

**13 PERMUTATIONS EXCEPTIONNELLES ANNULÉES?**

Alors que 70 permutaions supplémentaires avaient été acceptées à l'issue du groupe de travail ministériel réuni le 19 avril dernier, 13 sont aujourd'hui remises en cause dans l'académie de Versailles. Le recteur a décidé de surseoir à ces mutations, arguant d'un déficit trop important pour laisser « sortir » ces personnels. Le SNUipp-FSU vient de saisir le ministère, lui demandant d'y organiser un concours exceptionnel de recrutement, comme dans l'académie de Créteil, pour pallier ce déficit en personnels et permettre ainsi la mutation d'un plus grand nombre d'enseignants.

🐘 Rubrique [Le syndicat/les interventions](#)

## EN BREVE



**DÉBAT**  
**LE SYNDICAT EN CONGRÈS**

Le 10<sup>e</sup> congrès national du SNUipp-FSU se tiendra du 6 au 10 juin prochain à Rodez dans l'Aveyron. Les 389 délégués, désignés par les congrès

départementaux qui ont commencé à se tenir partout en France, auront à apprécier l'activité du syndicat ces trois dernières années et à décider du projet qu'il portera dans les trois ans qui viennent. Un cahier spécial « contributions aux débats » adressé à tous les adhérents du SNUipp est joint à ce numéro de Fenêtres sur cours.

**APPEL**  
**POUR LE RESPECT DE LA LAÏCITÉ DANS LES ÉCOLES D'ALSACE-MOSELLE**

La FSU, l'Unsa-éducation, la Ligue de l'enseignement, la Ligue des droits de l'Homme, la FCPE ainsi que d'autres organisations et personnalités ont lancé ensemble un appel pour l'application des principes de liberté de conscience, de

neutralité et d'égalité dans les écoles d'Alsace et de Moselle. Il s'agit notamment que soient mises en œuvre dès la rentrée 2016 les recommandations de l'Observatoire de la laïcité demandant que soit rendu optionnel l'enseignement religieux et que celui-ci soit dispensé en dehors des heures de classe.

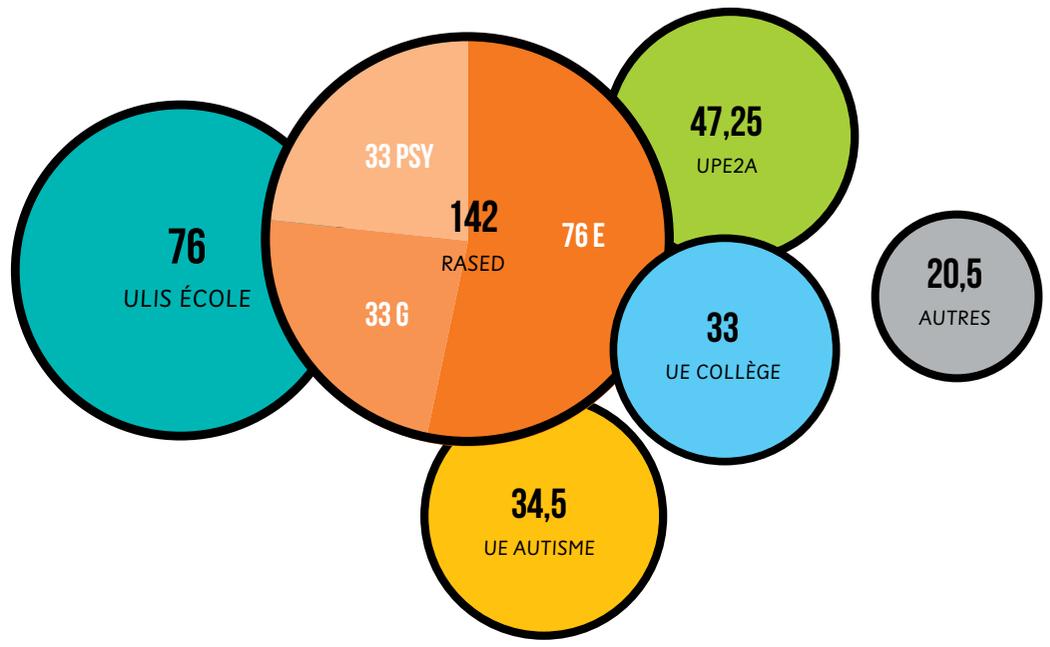
🐘 [À lire sur : #égalitéEcoleAlsaceMoselle](#)

**CONTRACTUELS**  
**ENCORE DEUX ANS POUR L'EXAMEN PROFESSIONNEL**

La possibilité de titularisation par examen professionnel pour les contractuels, ouverte dans le cadre de la loi Sauvadet sur la résorption de la précarité dans la Fonction publique, est prolongée jusqu'en 2018. Deux sessions supplémentaires donc, qui concernent les contractuels occupant des emplois permanents au 31 mars 2013 avec quatre ans d'ancienneté. Il s'agit notamment de personnels recrutés pour l'enseignement bilingue et dans les écoles européennes ou encore en Guyane. Pour le SNUipp-FSU, il faudra que tous les personnels qui remplissent les conditions d'accès au dispositif puissent être titularisés.

## CARTE SCOLAIRE 2016 : LES CRÉATIONS DE POSTES DANS L'ASH

➤ Le fléchage des postes créés dans l'ASH à la rentrée 2016 est désormais connu pour 89 départements. Sur 391,25 créations nettes, 142 sont dédiées aux RASED. Un chiffre à mettre en regard des 4 834 suppressions enregistrées entre 2008 et 2013 et des 69 créations depuis la rentrée 2013, avec d'importantes inégalités territoriales.



# Rentrée 2016

## La quadrature de la circulaire

La circulaire de rentrée 2016, parue au BO du 14 avril, présente les mesures qui devront s'appliquer dans les écoles dès l'année scolaire prochaine. Un catalogue très fourni qui reprend des annonces déjà publiées mais détaille de nombreuses nouvelles mesures. Une déclinaison de «*bonnes intentions*» selon le SNUipp-FSU mais «*une circulaire ne suffit pas à changer l'école*». Pour le syndicat, la question des moyens en temps et en formation accordés à la mise en œuvre de ces mesures par les enseignants est encore posée.

### PROGRAMMES, RESSOURCES

#### Des exemplaires papier nécessaires

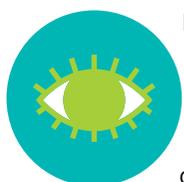


Pour accompagner les nouveaux programmes des cycles 2 et 3 qui s'appliqueront dès la rentrée, le ministère mettra progressivement à disposition des enseignants des ressources téléchargeables comme cela est fait pour la maternelle. Cette publication de documents d'accompagnement dont certains sont déjà en ligne sur Eduscol, répond à une demande des enseignants.

Malgré les interventions répétées du SNUipp, la mise à disposition d'une version papier de ces outils pédagogiques n'est toujours pas prévue. Le syndicat va intervenir à nouveau sur ce sujet car les coûts d'impression de ces documents ne peuvent être laissés à la charge des enseignants ou ponctionnés sur leur budget de classe.

### MODALITÉS D'ÉVALUATION

#### Du temps pour se les approprier



En maternelle comme en élémentaire de nouvelles modalités d'évaluation sont prévues. En maternelle, la synthèse des acquis des élèves fera l'objet d'un modèle national mais la forme du carnet de suivi des apprentissages sera laissée à l'appréciation des équipes. En élémentaire, un livret scolaire sera créé pour chaque élève sous une forme numérique avec l'application natio-

nale «*Livret scolaire unique numérique*» (LSUN). Seuls les bilans de fin de cycle sont prescrits, les évaluations intermédiaires des acquis des programmes sont laissées à l'appréciation des équipes qui disposeront d'une banque nationale d'outils. L'évaluation diagnostique en début de CE2 est maintenue et le SNUipp rappelle que ses modalités de passation sont définies par les enseignants. Le syndicat demande également que l'application nationale soit testée par les enseignants avant sa mise en application. De plus, élaborer en équipes de nouveaux outils pour l'évaluation des élèves ne s'improvise pas, cela demande du temps, de la formation et de l'accompagnement. Cela renforce la nécessité de remettre les 108 heures, en commençant par le temps d'APC, à disposition des équipes.

### FORMATION

#### Toujours insuffisante



La circulaire de rentrée le dit elle-même, les 18 heures prévues pour la formation dans les obligations de service «*ne sauraient répondre à l'ensemble des besoins, accrus par la rénovation des cycles, des enseignements et de l'évaluation*». Le texte annonce une augmentation des capacités de remplacement au service de la formation continue et la création d'un Comité national d'orientation pour une formation plus «*en phase avec les besoins des enseignants*». La FC est affichée comme une priorité. Reste à voir si les moyens débloqués seront à la hauteur des enjeux, ce que ne cesse de demander le SNUipp. D'autre part, le texte fait de nombreuses références aux ressources en ligne ou aux formations à distance par le biais de M@gistère alors que les ensei-

gnants demandent au contraire des échanges de pratiques entre professionnels et en présentiel, ainsi qu'un lien avec la recherche.

### PARCOURS

#### De nouvelles organisations



Après le parcours d'éducation artistique et culturel et le parcours citoyen, c'est le parcours de santé qui devra se mettre en place en septembre. Pour le SNUipp, cette multiplication de parcours qui, bien que non évaluables, doivent être inscrits dans le projet d'école, peut «*générer un effet d'empilement voire de trop-plein*». D'autant que les équipes doivent aussi prendre en compte, dans ou en marge de ces parcours, les questions de sécurité, de climat scolaire, d'accueil des parents d'élèves, etc.

### CONSEIL DE CYCLE 3

#### Oui mais comment ?



À la rentrée, «*le conseil du cycle 3 accueillera des professeurs de 6<sup>e</sup>*» dans les écoles élémentaires et réciproquement les PE «*pourront participer au conseil des classes de 6<sup>e</sup>*». Des «*groupes d'appui au déploiement du cycle 3*» seront mis en place dans chaque académie annonce la circulaire. Nul doute qu'ils auront du travail car la mise en œuvre concrète de ce nouveau conseil n'a pas été pensée en termes d'objets de travail, de temps de rencontre et de frais de déplacement. ALEXIS BISSERKINE

# Mayotte, l'île sub

Des services publics débordés,  
une population paupérisée,  
une violence omniprésente,  
une démographie galopante,  
quatre années après la  
départementalisation de Mayotte,  
les Mahorais déchantent. Les  
moyens mis en œuvre par l'État  
mésistent à l'ampleur des dégâts  
sur une île au bord du naufrage.

**M**amoudzou, mardi 19 avril place de la République. Massés devant la préfecture des milliers de personnes entonnent la *Marseillaise*, moment émouvant, à donner la chair de poule sous le soleil de Mayotte. Ils sont 3 000 selon la police, 5 000 selon les organisateurs, mais quels organisateurs ? Personne n'a vraiment appelé à ce rassemblement, il s'est organisé de manière spontanée, par le bouche-à-oreille, les réseaux sociaux, témoignant d'un ras-le-bol généralisé après l'assassinat le vendredi précédent d'un métropolitain en vacances.

Le ras-le-bol, c'est d'abord celui de la violence omniprésente. Ce meurtre survient après de nombreux affrontements entre jeunes de bandes rivales, qui ont déjà tué. Un adolescent est mort le 16 février dans le quartier de Tsoundzou. « *Soyons lucides, nous ne pouvons pas continuer longtemps à ce rythme* » expliquait le procureur de la République Joël Garrigue ce même jour lors de l'audience de rentrée du tribunal de grande instance de Mayotte. En 2015 le nombre d'agressions physiques a augmenté de 50%. Le magistrat prédit « *un cataclysme en 2017* » si rien n'est fait.

En début d'année, des citoyens ont décidé de se réunir dans le *Collectif des habitants inquiets de Mayotte*. Ce dernier a lancé une pétition le 4 février, le 18 elle avait été signée par 12 640 personnes. « *Cela représente 5% de la population, c'est comme si en métropole on avait obtenu 3 millions de signatures* », s'exclame Tawhani M'Madi, son porte-parole. Le texte adressé au président de la République dénonce l'« *insécurité partout et pour tous* », l'« *Éducation natio-*



Mardi 19 avril, place de la République à Mayotte, 5 000 personnes chantent La Marseillaise sous les fenêtres du préfet.

*nale en péril* », « *une structure hospitalière débordée* », une « *fiscalité locale inadaptée à la réalité économique et sociale du territoire* », ou encore « *une immigration non maîtrisée* ».

## Rien ne résiste à la démographie galopante

Selon le recensement réalisé en 2012, l'île compterait officiellement, après une forte poussée démographique durant les deux décennies précédentes, 212 645 habitants. Mais ici chacun s'accorde à dire que depuis la population a largement franchi le seuil des 300 000. En cause, une forte immigration venue des îles voisines et un nombre élevé de naissances, 8 500 en 2015 selon le Centre hospitalier de Mayotte (CHM).

En 2009, le oui au référendum en faveur de la départementalisation, avait été plébiscité à plus de 95%. Les habitants espéraient beaucoup de ce changement institutionnel. Mais six ans plus tard, c'est comme si l'État n'avait

pas été au rendez-vous. Pourtant, on ne peut pas dire qu'il n'ait rien fait. L'an dernier, il lançait le plan décennal Mayotte 2025, mettant plus de 700 millions d'euros sur la table avec le département et l'Union européenne. Un plan qui promet d'améliorer la situation socio-économique de l'île. « *Mais, regrette Tawhani M'Madi, tout ce qui est fait aujourd'hui est calibré pour une population de 212 000 habitants, pas pour 300 ou 350 000. On gère les flux sans rattraper le retard. Avant toute chose nous devons maîtriser la démographie, sinon comment faire ?* », s'interroge-t-il.

Rien ne résiste à cette démographie galopante. Elle se traduit par une expansion urbaine anarchique, avec ses bidonvilles où les Mahorais les plus pauvres vivent aux côtés des immigrés, dans des logements faits de palettes, de morceaux de tôle ondulée, de bâches en plastique... On les appelle les bangas, les bungalows, preuve qu'on ne manque pas d'une certaine forme d'humour.

# mergée



## Adapter les moyens à la réalité du terrain

Comme l'indique la pétition du collectif, tous les services publics sont en surtension. Côté Éducation nationale, la situation ne saurait être pire. « Dans ma classe de CE2 nous sommes 31 élèves mais il n'y a que 20 places assises. Nous sommes 3 par table de 2. Moi je suis à la même table que Naquid et Ismail. Hachmia, elle travaille sur le bureau de la maîtresse. » Cette lettre adressée en février à François Hollande par Robin, 8 ans (aidé par son grand frère), a fait le buzz. Quelques mots d'enfants qui en disent long sur la situation de l'école. Abdalah Oumouri est directeur à Kaweni 1, une des 5 élémentaires de l'agglomération du même nom située au nord de Mamoudzou. Une école classée en REP, comme l'ensemble du territoire mahorais d'ailleurs, qui compte 24 classes pour 674 élèves,



## ABDALAH, LA VIE D'UN PE ORDINAIRE

Abdalah Oumouri (lire-ci dessous) se plaint de la formation continue qui ne répond pas aux besoins des enseignants, des programmes nationaux qui demanderaient à être réaménagés dans un pays où, bien qu'étant langue officielle, le français est mal ou pas du tout maîtrisé par plus de 70% de la population qui parle le shimarôé. Entré comme instituteur il y a 30 ans il est devenu PE en 2006, mais au passage, l'administration lui a sucé ses 20 premières années d'ancienneté. Ajoutée à son statut particulier d'enseignant « recruté à Mayotte », cette situation pèse sur sa carrière et sur sa rémunération. Il en est au 5<sup>e</sup> échelon, un budget limite pour faire vivre une famille sur cette île où, selon l'Insee, la vie est plus chère qu'en métropole de 6,9% et où la pression fiscale pèse bien plus lourd que dans l'Hexagone sur les personnes qui travaillent. Alors il cultive ses bananes et son manioc sur un petit morceau de terre, le week-end il part à la pêche s'approvisionner en poisson pour la semaine. Cela n'a rien d'exceptionnel confirme Rivo: « ici, beaucoup de gens vivent comme ça ».

près de 30 élèves par classe. « Nous manquons de tout, de crayons, de taille-crayons. Nous n'avons pas de bibliothèque, pas d'ordinateurs bien que l'on soit dans un monde numérique, nous n'avons qu'un manuel pour deux élèves » (lire aussi ci-dessus).

Rivo Rakotondravelo, le secrétaire départemental du SNUipp-FSU, estime qu'il manque près de 600 classes à Mayotte. « C'est une estimation que nous avons faite en 2011. Le retard n'a pas été comblé parce qu'il nous faut scolariser chaque année plusieurs milliers de nouveaux élèves et que le nombre de constructions reste insuffisant. » Ce sont d'abord les maternelles qui trinquent, de même que les effectifs dans les classes en primaire comme en secondaire, sans parler de la rotation des élèves par demi-journées.

Alors que la tâche semble immense pour amener un peu de « normalité » sur le territoire, Tawhani M'Madi

ne désespère pas. Pour lui la solution passe par une maîtrise de la démographie, mais il en appelle aussi au principe de réalité. « Avant de proposer des solutions, il faut d'abord une prise de conscience de la réalité socioéconomique du territoire, sinon, on pourra continuer à envoyer de l'argent, ce ne sera pas efficace. » « La journée île morte, ajoute-t-il, c'était pour défendre

la République. Dites-bien en métropole qu'il y a beaucoup de choses à faire ici, qu'on voit tout de suite le résultat de son travail. Nous manquons d'enseignants, de médecins, de spécialistes... Dites bien que c'est une île formidable. » Chez les habitants mobilisés l'optimisme demeure, les obstacles aussi. PIERRE MAGNETTO

« LA JOURNÉE ÎLE MORTE C'ÉTAIT POUR DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE. »

## GRÈVE GÉNÉRALE

### POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE

Après deux semaines de grève générale des salariés de la Fonction publique et du privé, l'intersyndicale a voté le 16 avril l'arrêt des actions qui ont paralysé la vie de l'île. Déclenché pour demander une égalité réelle de traitement avec les salariés vivant en métropole, le mouvement a conduit à l'ouverture de discussions avec le gouvernement après une rencontre le 15 avril à Paris. Au menu des négociations à venir: l'application du code du travail de droit commun sur l'île, l'application des accords de branche et des conventions collectives, un même accès aux droits sociaux.

## FONCTION PUBLIQUE

### DES AVANCÉES

L'indexation des salaires et l'avancement de carrière des agents ayant travaillé pour l'ancienne collectivité départementale et ayant perdu leur ancienneté avec la départementalisation, seront au cœur des discussions avec le gouvernement. Après la rencontre avec l'intersyndicale à Paris le gouvernement a avancé la date de revoyure de l'indexation des salaires au 1<sup>er</sup> janvier 2017 au lieu de septembre, acté le principe de reconstitution de carrières et annoncé une procédure concernant l'alignement des prestations de la sécurité sociale. Le SNUipp-FSU Mayotte estime que ces « points constituent une avancée » et a appelé à l'arrêt de la grève générale.

## CHIFFRES

### POUR MIEUX COMPRENDRE

Avec 7 940 € par an, Mayotte est le département où le PIB par habitant est le plus bas (31 500 en métropole). L'île compte 40% de la population immigrée dont 20 000 personnes vivant en situation irrégulière. Entre 25% et 40% des élèves sont issus de familles sans papiers, 75,4% sont en difficulté de lecture. En 2014 et 2015, 324 classes ont été construites ou renouvelées selon les autorités, les constructions seules ne représentent que 81 salles selon le SNUipp. Selon les chiffres du recensement de 2012, l'île compterait aujourd'hui 212 645 habitants (+ 900% depuis la fin des années 50,) dont environ 60% ont moins de 18 ans.

# EMC SI JEUNES ET DÉJÀ CITOYENS

Effective depuis la rentrée 2016, l'éducation morale et civique porte une belle ambition, aider les élèves à devenir citoyens. Pour autant, les indications pour la mise en œuvre restent lourdes et floues.

DOSSIER RÉALISÉ PAR  
LAURENCE GAIFFE  
PIERRE MAGNETTO  
PHILIPPE MIQUEL  
VIRGINIE SOLUNTO

Depuis la dernière rentrée, l'enseignement de l'éducation morale et civique (EMC) a été instauré par le ministère. On ne peut pas dire pour autant que l'éducation à la citoyenneté soit une nouveauté, elle s'inscrit même dans une tradition de l'école républicaine. Depuis Jules Ferry, l'école a eu pour mission d'instruire, d'éduquer et de socialiser les enfants. La notion de ce que doit être cet enseignement a cependant évolué avec le temps. «*Éducation morale*», «*éducation civique*», «*vivre ensemble*», ne recouvrent pas les mêmes approches. De l'ambition de former «*l'honnête homme*» et «*le bon citoyen*», à celle d'apprendre aux élèves à coopérer et à acquérir un esprit critique, il y a des différences (lire p14).

Son introduction dans les programmes, de la maternelle au lycée, a été décidée sous la pression de l'attentat contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015 et des réactions de certains élèves n'ayant pas respecté la minute de silence. Mais les évolutions de la société n'appelaient-elles pas déjà à s'interroger sur la place et le rôle de cet enseignement? «*La morale est en*

*question à travers des inquiétudes ou des perplexités directement liées aux conditions de l'éducation familiale et scolaire*», notait en 2013 un collectif de chercheurs dans un rapport remis au ministre de l'Éducation nationale\*. Le texte soulignait que ce questionnement survenait «*dans un contexte d'affaiblissement des normes traditionnelles du principe de la relation adulte-enfant et de la pluralisation des valeurs de l'éducation*». L'EMC répond donc aussi à une demande sociale.

## Un enseignement transversal

Le contexte, c'est également l'explosion du numérique qui a rendu plus aiguë l'importance de travailler dès le plus jeune âge les valeurs de la République. Comment démêler le vrai du faux parmi toutes les informations disponibles sur l'Internet,

«*L'ESPRIT CRITIQUE N'EST PAS UNE MATIÈRE QU'ON DÉCRÈTE MAIS UNE COMPÉTENCE TRANSVERSALE, AUSSI IMPORTANTE QUE SAVOIR LIRE, ÉCRIRE, COMPTER.*»

déceler ce qui relève de faits réels ou de la rumeur? L'école est là aussi pour donner des repères à l'élève comme à Taninges en Haute-Savoie où, dans une classe de CM2, l'enseignante Rose-Marie Farinella organise chaque semaine un atelier d'éducation aux médias.

«*Il fallait mettre en place un travail sur la durée pour transformer les élèves en cyber-citoyens avertis qui ne se laissent manipuler d'aucune façon*» explique l'enseignante (lire p16).



L'EMC se différencie des programmes de 2008, notamment en ne limitant pas cet enseignement à celui de grandes maximes ou de *la Marseillaise* qui dénotait une vision caricaturale. Organisée en quatre parties (la sensibilité, la règle et le droit, le jugement, l'engagement), elle affiche l'objectif de permettre aux élèves de devenir progressivement conscients de leurs responsabilités dans leur vie personnelle et sociale et d'apprendre à vivre ensemble en respectant les différences et les points de vue de chacun. Si les principes généraux vont dans le bon sens, les indications pour la mise en oeuvre apparaissent trop floues et trop lourdes. Quant au parcours citoyen, il consiste à compiler dans un portfolio les expériences et événements citoyens vécus dans et hors l'école. Une compilation qui n'a pas beaucoup d'intérêt si elle n'est pas liée au travail fait en classe et si par ailleurs, de nombreux élèves restent victimes d'injustice sociale une fois dehors (lire p13).

Si l'EMC est cantonnée à une heure par semaine, « *l'esprit critique n'est pas une matière qu'on décrète mais une compétence transversale, très complexe, aussi importante que savoir lire, écrire, compter, qu'on peut développer dans toutes les disciplines et pas à travers des exercices stéréotypés* », souligne le spécialiste en sciences de l'éducation Gérard de Vecci (lire p17). Toute la question pour l'enseignant reste de savoir comment s'y prendre.

### Un équilibre entre intérêts individuels et collectifs

Les outils sont connus, mais pas tous mis en oeuvre dans les écoles faute de temps ou de formation. Proposer des situations problèmes issues du vécu, organiser des conseils de classe et d'école, des débats en respectant ses contradicteurs, cela aide l'élève à apprendre les règles de la démocratie. A l'école Ange Guépin de Nantes qui pratique la pédagogie Freinet, l'usage de ces outils est quotidien. Les règles de vie sont élaborées avec les élèves, réexaminées régulièrement et non pas édictées seulement en début d'année sans qu'on y revienne. Ce sont les enfants qui les font vivre. Ils arbitrent les conflits entre pairs, décident en conseil des éventuelles sanctions pouvant toucher leurs camarades qui ne respectent par les règles. « *Dans la classe certains sont tuteurs et il y a beaucoup d'entraide*, remarque Sophie Cosneau, *une des enseignantes. Mais ce qui est important c'est qu'il y a une cohérence. Les règles sont les mêmes au périscolaire* » (lire p15). Catherine Frachon, secrétaire générale de l'OCCE, estime que « *ce type de pédagogie permet à chacun de se rendre utile au collectif, d'y être reconnu, mais aussi de connaître et d'accepter les autres pour s'en-*



### UN VASTE PROGRAMME...

Prévus dans la loi de refondation, les programmes d'éducation morale et civique (EMC) ont fait l'objet d'une consultation en accéléré début 2015 suite aux attaques contre Charlie Hebdo. Critiqués par le CSE et le SNUipp-FSU pour leur lourdeur et leur difficulté de mise en oeuvre, ils sont sortis en juin pour s'appliquer dès la rentrée. Les intentions sont louables, transmettre « *des valeurs communes* » parmi lesquelles: « *l'égalité, la solidarité, la laïcité, l'esprit de justice, la tolérance* », développer « *l'autonomie, l'esprit critique, la coopération* ». Ils se déclinent en quatre parties: la sensibilité, le droit et la règle, le jugement et l'engagement et dans chacune se déroule un nombre impressionnant de compétences. Difficile pour les enseignants de s'y retrouver. Difficile aussi d'évaluer des notions comme « *identifier et exprimer en les régulant ses émotions et ses sentiments* » ou « *distinguer son intérêt personnel de l'intérêt collectif* ». De plus se rajoute le « *parcours citoyen* », document qui doit recenser toutes les actions vécues par les élèves de l'école au lycée en EMC. Pour l'heure, il existe quelques documents d'accompagnement et une foule d'outils... sur Internet.

*gager ensemble* » (lire p14). Il est vrai qu'associer l'élève au processus éducatif en l'inscrivant dans des pratiques de coopération et de participation est au cœur des préoccupations de l'Office central de coopération à l'école. Il est vrai aussi que c'est comme cela qu'on peut aider les élèves à trouver un juste équilibre entre intérêts individuels et collectifs, à devenir citoyen en somme.

\* Pour un enseignement laïque de la morale - Alain Bergougnoux, Laurence Loeffel, Remy Schwartz.

# ÉCOLE RÉPUBLICAINE GARDER LA MORALE ?



L'école a toujours été chargée de concourir à l'éducation morale des élèves. Mais le contenu et les modalités de cette mission n'ont cessé d'évoluer au gré du contexte social et des pouvoirs politiques.

« L' *éducation morale, c'est l'art d'incliner la volonté libre vers le bien* ». Les programmes de Jules Ferry de 1882 ne font pas mystère de leur volonté de substituer à la morale religieuse, une morale républicaine qui ne diffère pas grandement de celle-ci. Peu de place à l'époque pour la formation du citoyen et le développement de l'esprit critique dans « *une instruction morale et civique* » qui passe par l'étude d'une maxime quotidienne et la lecture de textes soigneusement choisis pour souder la République et développer les valeurs patriotiques après l'humiliation de 1870. Cette mythologie fondatrice de l'école

républicaine laisse des traces : il faut attendre les années 1990 pour voir disparaître des « *instructions officielles* » la référence au nationalisme civique et se développer une éducation civique réorientée vers un apprentissage du vivre-ensemble qui prend appui sur la connaissance des institutions par la promotion d'attitudes comme l'engagement, la responsabilité ou la participation. Car les enseignants, aidés en cela par les mouvements coopératifs et d'éducation populaire nés entre les deux guerres (voir ci-dessous), l'ont bien compris : pour devenir un citoyen libre, responsable, éclairé, le discours magistral et l'exemplarité ne suffisent pas.

## De la morale laïque à l'EMC

Le rapport sur l'enseignement de la morale laïque remis à Vincent Peillon en 2013 montre d'ailleurs clairement que les programmes de 2008 réhabilitant une « *instruction civique et morale* » et l'étude des maximes n'ont pas été mis en œuvre.

Comme le précise l'Inspection générale, « *l'enseignement de la morale, lorsqu'il existe, n'est jamais systématique, mais incident et transversal, c'est-à-dire relié à des événements (de la classe, locaux ou nationaux) et à d'autres disciplines, en particulier l'histoire. Les très rares séquences consacrées à la morale s'appuient plutôt sur des formes de débat* ». Un constat qui invite à questionner l'heure hebdomadaire d'EMC réinjectée dans les nouveaux programmes et le « *parcours citoyen* » conçu comme une réponse conjoncturelle à la mise en cause de l'école sur sa capacité à préparer au vivre ensemble. Conseils d'élèves, débats philosophiques, projets collectifs, travail avec tous les acteurs de l'école pour améliorer le climat scolaire... Et si on s'appuyait plutôt sur un travail en profondeur en accompagnant et formant les enseignants ?

Catherine Frachon, secrétaire générale de l'Office central de la coopération à l'école (OCCE)

3 QUESTIONS A



« *Les mouvements pédagogiques travaillent depuis longtemps sur ces questions de citoyenneté* »

*L'OCCE prône une démarche coopérative. En quoi consiste-t-elle ?*

Dès sa création en 1928, l'OCCE, inspirée par la coopération économique, a considéré la classe comme une « *petite république* » qui se gère démocratiquement en développant la solidarité et la coopération plutôt que la compétition. Concrètement, l'OCCE apporte un soutien à la gestion coopérative des projets menés dans les classes et fournit un cadre institutionnel et des outils pour aider les enseignants à adopter des postures et des pratiques qui transforment la vie et les relations dans la classe

mais aussi de façon plus large dans l'école.

*Quels sont ces outils ?*

L'élément principal est le conseil de coopérative comme instance démocratique de débat et de participation à la vie de la classe. Chaque élève, quel que soit son rythme, ses forces et ses faiblesses, doit pouvoir s'engager dans ses apprentissages, prendre sa place dans la vie de la classe, la construction collective de projets, dans un dispositif de coopération. Cela suppose d'être capable de prendre la parole, d'être écouté et d'écouter, et de penser l'intérêt général. Il

s'agit là d'un lent apprentissage qui suppose aussi pour l'adulte de repenser sa posture d'enseignant. L'OCCE encourage et propose aussi un certain nombre de projets transversaux autour des pratiques artistiques, de l'environnement...

*En quoi cette démarche participe-t-elle de l'éducation à la citoyenneté ?*

Ce type de pédagogie permet à chacun de se rendre utile au collectif, d'y être reconnu, mais aussi de connaître et d'accepter les autres pour s'engager ensemble. On y apprend les notions de responsabilité et de respect qui sont essen-

tielles pour vivre ensemble. La loi de refondation et les mesures prises suite aux événements récents sont l'occasion de redonner souffle et visibilité aux mouvements pédagogiques qui travaillent depuis longtemps en profondeur sur ces questions de citoyenneté. Cela suppose de combattre une tendance très présente dans la société, chez certains parents comme certains enseignants à défendre une école recentrée « *sur les fondamentaux* », génératrice d'exclusion. Pour cela, le passage par la formation est essentiel car ces démarches demandent un investissement important des enseignants.

# ÉCOLE OUVERTE À NANTES (44)

## LES RÈGLES DE LA LIBERTÉ

À l'école Ange Guépin de Nantes, école ouverte qui pratique la pédagogie Freinet, la citoyenneté se vit au quotidien. La liberté et l'autonomie sont soumises aux règles votées par les élèves.

Les élèves décident avec l'enseignant de leur plan de travail.



Ce qui frappe quand on entre à l'école Ange Guépin de Nantes, c'est tous ces élèves qui circulent librement, calmement seuls ou à plusieurs. Certains vont faire des recherches en BCD pour leurs exposés, d'autres rejoignent l'un des espaces dédiés au travail autonome. Personne ne court, ni ne parle fort. Arnaud, élève de CM2 explique « On est libre de circuler mais on sait qu'on risque de perdre ce droit si on ne respecte pas les règles ». C'est une école ouverte, à l'intérieur comme vers l'extérieur, aux parents aussi. Située dans le quartier Malakoff, elle n'a pas de périmètre scolaire et accueille aussi bien les enfants du quartier que ceux dont les parents ont fait ce choix d'école et même quelques élèves en difficulté d'adaptation ailleurs. Cinq classes de cycle de 25 élèves, toutes à niveaux mélangés, par choix. On y pratique la pédagogie Freinet. « On décide ensemble du plan de travail en fonction des priorités et de leurs avancées. Peu de théorie, un moment de découverte mais beaucoup d'exercices et de pratique en autonomie. Il y a trois niveaux d'autonomie » explique Gaëlle Auffret, enseignante en CM1/CM2.

### Cohérence dans toute l'école

« L'éducation à la citoyenneté, ici c'est au quotidien. Dans la classe certains sont tuteurs et il y a beaucoup d'entraide. Mais ce qui est important c'est

qu'il y a une cohérence. Les règles sont les mêmes au périscolaire » complète Sophie Cosneau, enseignante en CP/CE1/CE2. « Quand deux enfants ont un petit problème, ils doivent d'abord passer par des messages clairs entre eux. Si cela ne suffit pas, ils font appel à un médiateur » explique Rose, médiatrice de CM2. Elle a été formée par des jeux de rôles à l'écoute, à prendre en compte l'avis de chacun, à identifier le degré du problème. Elle poursuit : « Parfois surtout quand c'est très violent, on doit s'adresser à un adulte ». Mehdi continue « Il y a un rappel à la règle ou parfois un mot rouge à coller dans le cahier. Mais ça peut aller aussi jusqu'au conseil ». Axel intervient « Les règles on les a proposées et votées en début d'année alors il faut les respecter sinon on perd ses droits. Si c'est moins grave, on a juste des gênes. Mais après 5 gênes, on perd l'exercice de ses droits ». Le conseil des délégués, avec ses navettes et ses votes, rythme la vie de l'école. Le conseil de chaque classe a lieu une fois par semaine. On y fait des propositions de travail, de sorties, de projets. C'est le moment aussi pour résoudre certains conflits ou récupérer l'exercice de ses droits. Charlie l'attend « Après la semaine de sanction parce que j'ai couru dans les couloirs, au conseil, je demanderai à récupérer mes droits ». Mais là aussi chacun a son mot à dire.

### VIDÉO

#### INFO OU INTOX ?

Pour appuyer le travail sur la lecture critique d'images, d'informations, les enseignants peuvent s'aider du petit film de 7 minutes de la chaîne France 24 « Info ou intox, comment déjouer les pièges d'Internet ? » Deux journalistes expliquent comment des photographies, notamment d'enfants, peuvent être détournées et ils donnent des outils, technologiques, pour retrouver leur véritable origine. « Info ou intox à la télévision », ce sera pour une prochaine vidéo... ?

Visible sur [www.france24.com](http://www.france24.com), mot-clé « info ou intox ».

### PARLEMENT

#### DÉPUTÉS EN CULOTTES COURTES

Proposer des lois et les voter, c'est ce que propose chaque année le Parlement des enfants. La 21<sup>e</sup> édition se déroule actuellement autour du thème du changement climatique. Les 577 classes de CM2 participantes ont envoyé leur projet, un jury national en choisit quatre ce 2 mai sur lesquelles les élèves vont voter en ligne. La classe gagnante recevra son prix en juin à l'Assemblée nationale. Pour la prochaine édition, les classes intéressées peuvent déposer leur candidature avant début novembre à leurs services académiques.

### ICEM

#### UN CONSEIL D'IMPORTANCE

Dans la pédagogie Freinet, basée sur les projets des élèves, la défense de leurs droits et libertés, le travail en autonomie et l'exercice d'une citoyenneté participative à l'école, le conseil revêt une place essentielle. Il est le lieu d'échange de parole où, ensemble, les membres du groupe analysent les différents aspects de leur vie commune, confrontent leurs points de vue, prennent des décisions et en évaluent l'application. Son organisation est donc fondamentale. Pour être crédible, il doit être efficace. Quelques conseils pour l'expérimenter.

[www.icem-pedagogie-freinet.org/node/15362](http://www.icem-pedagogie-freinet.org/node/15362)

## ÉDU(ATION AUX MEDIAS (74)

## LES HOAXBUSTERS DE TANINGES

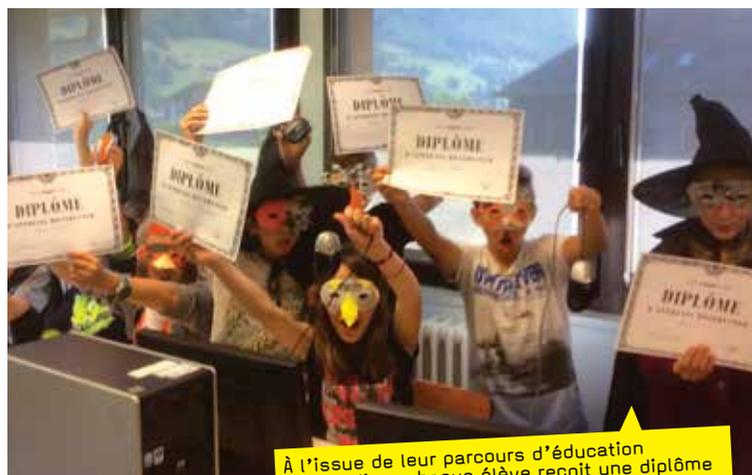
Dans le cadre d'un atelier pédagogique spécifique, les élèves de CM2 d'une école de Haute-Savoie apprennent chaque semaine à décrypter les médias et à déjouer les pièges d'internet et des réseaux sociaux.

« **U**n jeune homme originaire de Fillinges a été arrêté après la découverte d'un drapeau de Daesh et de données informatiques compromettantes chez lui »

Voilà le genre d'information qui fait le miel de l'atelier d'éducation aux médias conduit chaque semaine par Rose-Marie Farinella dans un CM2 de l'école de Taninges (74). D'où vient cette information? Qui l'a écrite? Comment a-t-il fait pour savoir? Comment peut-on la vérifier? Est-ce que ce jeune homme est un terroriste? Les questions de la maîtresse fusent, provoquant de vifs débats parmi les élèves. Cela fait maintenant deux ans que Rose-Marie a initié l'activité dans l'école « Lors d'un conseil d'école, a été fait le double constat d'une agressivité difficile à canaliser chez les élèves et le fait qu'avec le développement des smartphones, ils devenaient de plus en plus jeunes des consommateurs et des producteurs d'information ». Pour l'enseignante, « il fallait mettre en place un travail sur la durée pour transformer les élèves en cyber-citoyens avertis qui ne se laissent pas manipuler d'aucune façon. »

## Un vrai cours d'esprit critique

Rose-Marie élabore alors une démarche\* pour former ses élèves à l'esprit critique qui comprend trois volets principaux: Qu'est-ce qu'une information? Qu'est-ce qu'une fausse information? Avec une troisième partie consacrée spécifiquement à internet et aux réseaux sociaux. « Il ne s'agit pas de cours magistraux, précise Rose-Marie, mais de mises en situations où on se confronte aux médias, on produit soi-même des informations, on débat et on argumente. » Petit à petit les élèves deviennent capables d'identifier les bonnes et mauvaises sources, de comprendre les motivations qui poussent à produire de fausses informations (ce peut être l'humour comme pour le site du Gorafi qu'ils connaissent très bien!), de déceler les manipulations contenues dans les images et de s'essayer eux-mêmes au travail du journaliste plus ou



À l'issue de leur parcours d'éducation aux médias, chaque élève reçoit un diplôme d'apprenti hoaxbuster.

moins sérieux comme dans le journal farci d'hoax qu'ils ont diffusé dans l'école le 1<sup>er</sup> avril. Avec les événements récents, le travail de Rose-Marie a le vent en poupe. Elle est elle-même sollicitée par les médias et vient d'obtenir le prix du projet pédagogique d'éducation aux médias décerné par les Assises du journalisme à Tours. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à réfléchir à de nouveaux projets avec ses élèves. « L'an dernier le travail avait débouché sur une expo d'affiches, cette année, on s'est lancé dans la réalisation de vidéos qui devraient bientôt être en ligne. »

\*<http://www.ac-grenoble.fr/ien.cluses/spip.php?article583>

## CITOYENNETÉ

## UN DOSSIER RESSOURCES DU CNESCO

Le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) publie un dossier complet de ressources sur l'éducation à la citoyenneté. Il comprend un rapport scientifique sur cet apprentissage dans l'école française et à l'étranger, réalisé par Géraldine Bozec, maître de conférence en sciences de l'éducation, un sondage BVA sur le rapport des Français à l'apprentissage de la citoyenneté, des expériences innovantes et un dossier numérique réalisé par le Réseau Canopé.

www.cnesco.fr

## NUMÉRIQUE

## CONSTRUIRE LA PAGE WIKI DE SA COMMUNE

Participer à l'écriture collaborative d'une page Wikipédia peut constituer l'une des entrées à l'éducation aux médias numériques, avec un travail de documentation, une réflexion sur les sources, le recoupement des informations. Les CM1-CM2 du village de Berry-Bouy dans le Cher ont ainsi participé à l'élaboration de la page de leur commune, dans le cadre des projets de leur académie. Le site propose « un kit de survie » pour les enseignants intéressés: « wikipedia dans la classe. »



HISTOIRE



## POUR MIEUX COMPRENDRE LE PRÉSENT

Benoît Falaize, historien formateur à l'Espé de Versailles et chargé d'études « laïcité et valeurs de la République » à la DGESCO depuis les attentats de janvier 2015, a plaidé lors de la 15<sup>e</sup> Université d'automne du SNUipp-FSU pour un enseignement vivant de l'histoire, une confrontation entre les représentations que l'on a (de Vercingétorix, Jeanne d'Arc) et les indices que laissent les sources: peintures, pièces de monnaie, textes. Autant de situations problèmes, de recherches documentaires qui permettent aux élèves de s'approprier les contenus, avec une distance et un usage critique. Rubrique [Le métier / Témoignages](#) & hors-série du Monde d'avril « Être Français ».

## « Pas une matière qu'on décrète »

*L'école a pour vocation d'aider l'élève à développer un esprit critique, qu'est-ce que cela signifie ?*

L'esprit critique, ce n'est pas critiquer, dire du mal, ni tout refuser. C'est une pratique qui n'accepte aucune affirmation sans s'interroger sur sa valeur. Il permet de démêler le vrai du faux, en cherchant à vérifier ce qui nous est donné. C'est aussi être curieux et ouvert aux problèmes de société, se poser des questions et en poser aux autres. C'est

aussi accepter l'erreur, ne plus croire que tout le monde pense comme soi, accepter de revisiter certaines de ses opinions et croyances. C'est ensuite donner de l'importance à l'argumentation, être capable d'examiner des données, analyser les postulats et les distorsions, éviter les raisonnements émotionnels et les simplifications excessives. Mais c'est surtout un état d'esprit face à la vie de tous les jours. Enfin c'est passer à l'action, élaborer ses propres projets. Cela ne se fait pas en une fois mais tout au long de la scolarité et de la vie.

*Selon vous l'esprit critique ne doit pas s'apprendre mais se vivre, c'est-à-dire ?*

L'esprit critique n'est pas une matière qu'on décrète mais une compétence transversale, très complexe, aussi importante que savoir lire, écrire, compter. On peut le développer dans toutes les disciplines et pas à travers des exercices stéréotypés. Ce n'est pas parce qu'on sera capable d'ana-

lyser un texte littéraire que l'on pourra exercer son esprit critique dans des situations réelles. Il faut proposer des situations problèmes issues du vécu, mener des conseils, des débats philo, avec méthodologie. Il est important de choisir un sujet qui a émergé et qui a du sens pour les élèves, les laisser parler, donner

leur avis, sans trop intervenir même si on n'est pas d'accord. Le but n'est pas de donner une vérité toute faite, mais d'organiser une confrontation argumentée.

« Tu penses ceci, moi je pense cela car... » Le fait d'en discuter et d'entendre des opi-

nions divergentes permettra à chacun d'avancer. Au terme du débat, il est important qu'il reste quelque chose, ne serait-ce qu'une synthèse, écrite, de ce que l'on retient.

*Concrètement comment s'y prendre ?*

Je donne dans mon livre de nombreux exemples de situations car je me suis rendu compte qu'il n'existait rien de très pratique en la matière et dans mon 2<sup>e</sup> tome, je vais détailler comment s'y prendre discipline par discipline. Les professeurs d'école, par leur polyvalence et le temps passé avec les élèves, sont particulièrement bien placés pour développer l'esprit critique, tout en travaillant les contenus, les programmes. Cela peut se faire en français quand on cherche pourquoi un s à « Tu chantes » et non à « Danse maintenant », ou en histoire ou géographie en confrontant les représentations sur Jeanne d'Arc ou les déserts par exemple et la réalité documentaire.

Il faut être cohérent en choisissant des méthodes pédagogiques qui ne sont pas en contradiction avec les valeurs que l'on veut transmettre.

*Comment passer du « croire » au « savoir » comme dit Philippe Meirieu ?*

Il est plus facile de croire tout ce qu'on nous dit sans vérifier que de se faire une opinion en cherchant à savoir à travers une confrontation des arguments. Un savoir est construit, une croyance est plaquée.

A chaque fois qu'on impose une notion à l'élève on l'empêche d'apprendre. Si on fait un cours sur la respiration en disant simplement qu'on absorbe de l'oxygène et rejette du gaz carbonique, les élèves vont répéter des formules toutes faites mais vides de sens. Ils apprendront vraiment dans des situations concrètes où ils cherchent et expérimentent.

*Les tensions sociales, communautaires, l'omniprésence du numérique ne compliquent-elles pas le travail enseignant ?*

Au contraire, on peut faire référence aux questions d'actualité qui ont du sens, les attentats, la religion, sortir de l'escalade, montrer que la confrontation d'idées ce n'est pas la guerre.

Et pour ce qui est d'Internet, c'est une chance car lorsqu'on cherche la réponse à une question, on trouve tout et son contraire, c'est un très bon exercice pour démêler le vrai du faux, étudier les arguments contradictoires pour faire son choix.



GÉRARD DE VECCHI, INSTITUTEUR PUIS PROFESSEUR EN SECONDAIRE ET MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION, A PUBLIÉ PLUSIEURS OUVRAGES SUR LES SITUATIONS PROBLÈMES ET EN JANVIER 2016, « FORMER L'ESPRIT CRITIQUE. TOME 1 : POUR UNE PENSÉE LIBRE. » (ESF ÉDITEURS).

M@GISTÈRE

**DISPARITÉS TERRITORIALES**

147 200 enseignants des premier et second degrés ont suivi au moins une formation sur M@gistère en 2013-2014. Si nationalement cela représente 20,9 % des enseignants, les académies de Limoges, Nantes, Lyon, Clermont-Ferrand, Nancy-Metz et Strasbourg ont un taux de participation inférieur à 10 %. Le taux est même quasi nul à Mayotte, l'accès à l'internet haut débit n'y étant possible que depuis 2012. À l'inverse, le taux de participation dépasse les 40 % dans les académies de Nice, Martinique, Poitiers et Lille, atteignant même les 44 % dans cette dernière.

FOURNITURES SCOLAIRES

**LISTE-MODÈLE**

Suivant les préconisations du rapport « Grande pauvreté et réussite scolaire », la circulaire (BO n°15 du 14 avril 2016) sur les fournitures scolaires pour la rentrée 2016 a pour priorité de réduire les charges financières des familles, en demandant aux écoles de soutenir les associations de parents d'élèves qui proposent des actions d'achats groupés. La liste-modèle vise aussi à alléger le poids des cartables. De plus, le ministère demande aux enseignants de veiller à ce que toutes les fournitures soient triables et recyclables. Les parents devront être informés de la liste définitive des fournitures dès le mois de juin.

DÉONTOLOGIE

**SOUS RESERVE**

L'obligation de réserve des fonctionnaires n'est pas inscrite dans la loi déontologie qui vient d'être votée, mais le ministère rappelle dans *La lettre d'information juridique* que « le fonctionnaire est tenu à l'obligation de neutralité ». Si l'institution invite les enseignants au débat avec les élèves sur les valeurs républicaines, jusqu'où doit s'exercer la libre expression en classe ? L'éthique professionnelle mise en avant par la hiérarchie ne peut faire l'impasse sur une solide formation des enseignants pour y répondre.

# Conférence de consensus du Cnesco

## La lecture, un apprentissage continu dans toutes ses dimensions

**47** c'est le nombre de recommandations faites par le jury de la conférence de consensus organisée à Lyon en mars dernier\*. Elles visent toutes à « améliorer l'apprentissage continu de la lecture et favoriser la compréhension des élèves » et sont selon les jurés « congruentes » avec les nouveaux programmes. Elles confirment en effet que la lecture doit être abordée dès la maternelle dans toutes ses dimensions, « l'identification des mots, la compréhension, l'utilité de l'écrit et le plaisir de lire ». Plus nouveau, elles précisent que cet apprentissage doit être continu jusqu'à la fin de la scolarité des élèves.

Au CP, identifier les mots, c'est selon le texte, travailler sur les correspondances phonographiques et en introduire suffisamment dès le début pour favoriser la lecture autonome des élèves. C'est parallèlement travailler l'écriture et la lecture oralisée. La compréhension est au cœur des conclusions du jury qui parle d'un nécessaire « enseignement explicite des tâches, des procédures et des stratégies de lecture ». Le vocabulaire et la compréhension orale doivent être aussi développés en lien avec

l'étude de la langue. Le texte prône un enseignement de l'identification des différents types de textes et la reconnaissance de toutes les pratiques de lecture pour favoriser l'entrée en littérature. Il encourage l'apprentissage de la lecture documentaire pour développer des stratégies de lecture dans toutes les disciplines.

**Des recherches à diffuser**

Le texte traite également des habiletés spécifiques à travailler pour la lecture numérique. Enfin, il invite à prendre en compte la diversité des élèves sans rogner sur les ambitions culturelles liées à la lecture et à accompagner les familles « pour favoriser les interactions autour de l'écrit dans le milieu de vie des enfants ». Un vaste programme à mettre en relation avec le récent travail de l'équipe de Roland Goigoux\* et un dossier à suivre car comment diffuser les résultats de ces recherches et de cette conférence auprès des enseignants ? Quels moyens mettre en œuvre pour qu'ils puissent se les approprier ? Encore une fois c'est bien la question de la formation continue qui est posée.

ALEXIS BISSERKINE

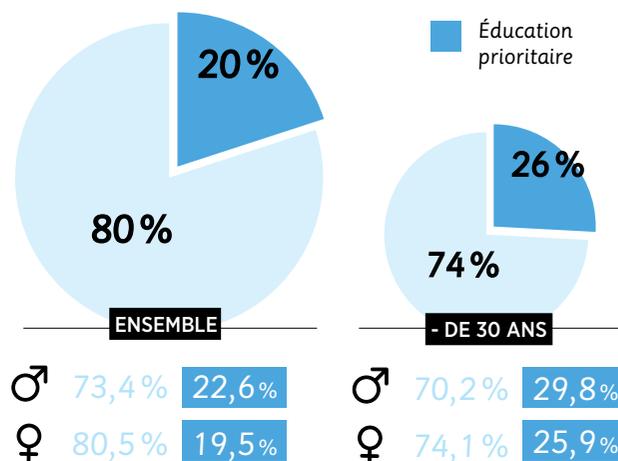
\*voir FSC n°423 et [www.cnesco.fr/fr/conference-de-consensus-lecture](http://www.cnesco.fr/fr/conference-de-consensus-lecture)

## ÉDUCATION PRIORITAIRE : UN ENSEIGNANT SUR CINQ

**20 %** des enseignants du premier degré sont affectés en éducation prioritaire. Les chiffres du bilan social 2015 publié par la Depp montrent que les hommes exercent un peu plus fréquemment en éducation prioritaire que les femmes. L'âge apparaît aussi nettement « discriminant » dans l'affectation puisque les écoles en EP accueillent relativement plus de jeunes enseignants que les autres.

Bilan social 2015 Depp

**PART DES ENSEIGNANTS DU PREMIER DEGRÉ EXERÇANT EN ÉDUCATION PRIORITAIRE SELON LE SEXE ET L'ÂGE**



## RECHERCHE

## UN ELFE EN MOYENNE SECTION



Plus de 8500 écoles maternelles sont concernées : les classes de moyenne section peuvent accueillir sans le savoir encore, un enfant faisant partie du panel de la recherche ELFE (étude longitudinale française depuis l'enfance) pilotée par l'INSERM et l'INED. Ces quelque 18000 enfants suivis depuis leur naissance en 2011 le seront jusqu'à l'âge adulte et sont aujourd'hui en moyenne section. Les enseignants peuvent donc être sollicités par les familles pour leur faire passer entre avril et juin des tests sous la forme d'un livret ludique d'exercices. Des tests parfois volontairement difficiles, notamment en phonologie, car ils ne cherchent pas à mesurer des acquis scolaires et doivent être assez discriminants pour répondre aux besoins des chercheurs. La recherche est autorisée par le ministère et les IEN comme les écoles doivent en être informés. Elle demande un temps souvent précieux pour les enseignants mais les exercices qui doivent être réalisés par au moins 4 enfants dans chaque classe, afin de ne pas isoler un enfant en particulier, peuvent trouver leur place sur le temps des APC. Dans tous les cas, cette collaboration avec la recherche, qui pourra se poursuivre en grande section, est basée sur le volontariat. Rubrique [L'enfant/ Environnement](#)

# Scolarisation des deux ans : des moyens, pas du chiffre

**D**evant le faible taux de scolarisation des enfants de moins de trois ans (20,6% en éducation prioritaire et 11,7% ailleurs), le ministère propose de mieux informer les parents de la possibilité et de l'intérêt de scolariser leurs enfants dès l'âge de deux ans. Pour ce faire, les caisses d'allocations familiales contacteront les familles par mail afin de leur proposer des places à l'école. Pour le SNUipp-FSU, si la promotion de la scolarisation précoce est à faire, l'objectif ne doit pas être d'afficher à tout prix une hausse de la scolarisation en se contentant d'intégrer les moins de trois ans dans des classes de petite section (ce qui se passe pour 9 enfants sur 10), souvent trop chargées (50% des classes de maternelle ont plus de 25 élèves). En effet, comme le stipule la circulaire parue au BO en janvier 2013, la scolarisation des deux ans nécessite un projet pédagogique particulier inscrit dans le projet d'école et des moyens adaptés. Les postes créés seront prioritairement affectés dans les écoles situées dans un environnement

social défavorisé (zones urbaines, rurales, de montagne, départements et régions d'outre-mer).

## Des besoins spécifiques

La circulaire précise que l'Éducation nationale travaille avec les collectivités territoriales pour s'assurer des conditions d'accueil à la hauteur des besoins spécifiques des tout-petits (ATSEM, locaux scolaires, liens école maternelle-structures d'accueil de la petite enfance). Le SNUipp demande donc que ce cadrage national soit respecté. Parce qu'une scolarisation précoce réussie passe par la mise en œuvre de conditions spécifiques (locaux et matériel adaptés, effectif limité à 15), dans une organisation particulière (ATSEM à temps plein, horaires assouplis, projet pédagogique), avec des enseignants volontaires et formés, il est urgent de mettre en œuvre une formation initiale et continue des enseignants pour l'école maternelle et de poursuivre les créations de postes (000 postes créés entre 2012 et 2015).

VALÉRIE KOWNACKI

**Maryse Métra**, présidente de l'AGSAS (Association des groupes de soutien au soutien)\*

3 QUESTIONS À



**« Il ne suffit pas de décréter cet accueil pour qu'il se fasse dans les meilleures conditions ! »**

### Pourquoi scolariser les enfants de moins de 3 ans ?

Si on pense que la philosophie de l'école maternelle repose sur le respect de la diversité des enfants et de leurs besoins de développement, elle doit pouvoir prendre en compte les besoins des enfants de moins de 3 ans. Il n'est pas question d'inviter les parents à scolariser précocement leur enfant, mais il s'agit de penser un accueil adapté quand les parents font la demande à l'école de partager avec d'autres l'éducation de leur enfant. L'école maternelle constitue un point d'appui très fort pour certaines familles.

### Dans quelles conditions ?

Il ne suffit pas de « décréter » cet accueil pour qu'il se fasse dans les meilleures conditions ! Devons-nous, pouvons-nous, savons-nous et voulons-nous accueillir les enfants à partir de 2 ans ? C'est à partir de ces quatre entrées que chaque équipe devrait pouvoir réfléchir. Il y a certaines conditions à remplir en termes de qualité de l'accueil : des professionnels formés, un effectif, des temps et des espaces adaptés... De nombreuses écoles ont pu mettre en place pour les enfants de deux ans une pédagogie « suffisamment bonne ». L'enseignant et l'ATSEM sont présents quotidiennement, ce qui permet aux enfants

d'évoluer dans un climat de confiance, de s'adapter et de faire preuve de curiosité pour apprendre et grandir. Cet accueil doit relever d'un engagement de toute l'équipe éducative soutenue par les IEN de circonscription, qui acceptent que les RASED apportent leur soutien par des actions de prévention.

### Que dire du lien école-parents ?

Il faudrait faire l'inventaire de tout ce qui se fait dans les écoles maternelles pour favoriser ce lien. On peut citer comme exemple les papothèques de l'école de la rue Pajol à Paris, qui visent à faciliter la compréhension des codes scolaires par les

familles éloignées de l'école, notamment par la langue. Ou le projet « *On joue ensemble* » de l'école de Pontcharra dans l'Isère, où le support du jeu permet de créer une relation de confiance entre les différents partenaires de l'école. Enseignants, membres des RASED, partenaires sociaux et médico-sociaux engagés dans tous ces dispositifs font preuve de beaucoup de créativité pour que l'ensemble des partenaires éducatifs apprennent à se connaître et à se respecter. L'école doit être bienveillante pour tous ceux qui la fréquentent, enfants comme adultes !

PROPOS RECCUEILLIS PAR VALÉRIE KOWNACKI

\* Auteure de « La première rentrée : les enjeux d'une prévention précoce à l'école maternelle », ECAP 2011

# Abécédaire du vivre ensemble : les petits Charlie font leur cinéma

## CONCOURS BnF

Près de 700 classes ont participé au concours organisé par le SNUipp-FSU en partenariat avec la BnF, la Ligue de l'enseignement, la ville de Paris, les éditions Actes Sud junior et le Café pédagogique. Avec un thème « *Créer un abécédaire du vivre ensemble* » qui résonnait de façon singulière après les tragiques événements de 2015. C'est un film réalisé par les élèves de CE1 d'une école du Gard qui remporte cette année le premier prix. Moteur... Action!

**A**u rythme saccadé du cinéma muet, accompagnés d'un ragtime des années 20, les petits « Charlie » de l'école Préfecture à Beaucaire déroulent les 26 lettres de leur abécédaire du vivre ensemble. Ce film en noir et blanc, plein de poésie, c'est Julie Martin, une des deux maîtresses du CE1, qui en a eu l'idée. Dans cette école classée en REP+, on accueille de nombreux enfants allophones, des enfants de la communauté des gens du voyage et beaucoup d'autres, aux situations familiales assez compliquées. « *L'objectif initial était d'améliorer un climat de classe qui pouvait parfois être difficile* » explique Julie « *et de faciliter ainsi l'entrée dans les apprentissages.* » Dès le mois de décembre les élèves ont sélectionné, à l'occasion de débats philosophiques, les mots clé qui serviraient de supports argumentaires aux différentes séquences du film. Avec Céline Chambon, l'autre maîtresse de la classe et Nancy Paganotto, la « *maître +* » de l'école, ils ont ensuite écrit les scénarii et les tournages ont pu débuter. Le J comme juste un sourire, le B comme bonjour, prononcé dans toutes les langues, même celle des signes, le M de mixité, ou encore le K, pour les kilos de câlins en forme de « *free hugs* » si agréables à partager.

### Des résultats tangibles

Expression écrite, vocabulaire, enseignement moral et civique, EPS... autant de domaines d'apprentissage convoqués dans la conduite du projet. Les APC y sont aussi passées, mises à profit pour tourner en tout petits groupes les parties du film réalisées en cinéma d'animation. Une production au long court, alimentée par les nombreux moments d'échanges et les décroissements possibles entre les trois enseignantes. Et le résultat est là. « *Récemment, un élève a fait remarquer à un autre qui ne voulait pas s'asseoir à côté d'une fille qu'il*



*s'agissait pourtant de mixité* » s'amuse Julie. Le mot est posé, avec son sens et ses traductions pratiques. « *Le climat de classe s'est bien amélioré, on a avancé dans les apprentissages. Ça reste une classe avec ses soucis ordinaires bien-sûr, mais les enfants, même les plus timides ou les plus renfermés, ont pris confiance en eux, s'expriment et coopèrent* » détaillent les trois maîtresses. Et puis le film a été projeté à toute l'école et aux familles. Des familles ravies du résultat, fières de ce qu'ont produit leurs enfants qui sont souvent en quête de cette reconnaissance. Mais pour l'heure, les petits Charlie font tourner leurs cannes, impatients de rejoindre le bord de mer et la classe de découverte qu'ils vont bientôt « *vivre ensemble* ». FRANCIS BARBE





9,1%

C'est la baisse importante de l'offre de formation continue dans le

premier degré enregistrée en 2014/2015 selon le dernier bilan social publié par le ministère. Il correspond à 13,7 % de stagiaires en moins par rapport à l'année 2013/2014.



MAÎTRES +

### PLUS DE MAÎTRES QUE DE CLASSES

Valérie Lussi-Borer maîtresse d'enseignement et de recherche à l'ESPE et à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève détaille l'activité des enseignants et des conseillers pédagogiques dans le cadre du projet «plus de maîtres que de classes» et elle explique en quoi ce dispositif présente «plus de ressources que de contraintes».

🔗 Rubrique [Le métier/Témoignages](#)



## RECHERCHE

### COMMENT SOUTENIR LA MOTIVATION DES CP



Entrer à la « grande école », apprendre à lire et à écrire, si l'envie est là, parmi les élèves de CP, elle n'est pas la même pour tous et l'action enseignante sera déterminante pour l'encourager, montre une étude fouillée d'Olivier Cosnefroy, Cécile Nurra et Philippe Desus, de l'université Grenoble Alpes. Pour leur analyse, parue dans Education et formations, les chercheurs ont suivi 270 enfants de 45 classes iséroises sur une année. Ils ont suivi la méthode d'observation CLASS, conduit des épreuves de (pré)lecture et mené des entretiens individuels dans lesquels les élèves ont situé leur plaisir à lire sur une échelle de 1 à 5 visages plus ou moins souriants. Premier enseignement, les élèves ne sont pas tous mus de la même façon. Si une grande majorité présente « un niveau de motivation pour la lecture en début de CP qui restera constant toute l'année », un deuxième groupe nommé « décroissant », entre 5 % et 30 % d'élèves, montre un niveau de motivation moindre et qui « décroît linéairement jusqu'en fin de CP ». Enfin, un dernier groupe, environ 7 %, nommé « fluctuant », présente un niveau de départ « presque deux fois plus bas que les deux autres groupes avec une décroissance jusqu'en milieu d'année » avant une reprise en fin d'année. Dans cette (re)motivation, l'action de l'enseignant est primordiale, c'est le deuxième apport de l'étude. Au-delà du soutien émotionnel ou du climat de classe, c'est la qualité du « soutien à l'apprentissage » qui joue un rôle majeur. L'étude note les effets positifs d'un enseignement explicite, aidant l'élève à avoir une vision claire du but à atteindre, de sa faisabilité et de son avancée personnelle sur ce chemin.

LAURENCE GAIFFE

#### BUREAUX DEBOUT

### ON SE LÈVE TOUS POUR

Selon une étude américaine, le fait d'être debout en classe pourrait aider les enfants à mieux apprendre. Sur 300 élèves de niveau CE1, CE2 et CM1, les chercheurs ont constaté que ceux travaillant sur des bureaux debout avaient un niveau d'attention de 12% supérieur à des enfants assis, même si d'autres facteurs interviennent également, comme la sollicitation de l'enseignant. Des tests sur des élèves de seconde montrent que l'utilisation de ces bureaux augmenterait les fonctions cognitives de 7 à 14%. Intérêt physique, les élèves qui les utilisent brûleraient 15 à 25% de calories supplémentaires.

#### HISTOIRE ET CITOYENNETÉ

### MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE

Le 10 mai est la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, la France étant le seul état à reconnaître la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité. Cette journée de commémoration peut être l'occasion pour les élèves de cycle 3 d'acquérir des connaissances leur permettant de mieux comprendre l'histoire de l'esclavage. Les ressources proposées par éducol peuvent permettre de faire de cette journée un temps de réflexion civique sur le respect de la dignité humaine.

🔗 [www.eduscol.education.fr](http://www.eduscol.education.fr)

#### APPRENTISSAGES SCOLAIRES

### COMPÉTENCES ET SAVOIRS

Comment se définit la compétence ? Comment amener les élèves à acquérir des compétences ? Faut-il choisir entre compétences et savoirs ? Pour Bernard Rey, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, compétences et savoirs sont indissociables. En tentant tout d'abord de définir la notion de compétence, il intervient sur les enjeux d'une approche par compétences pour les apprentissages scolaires, et tout particulièrement pour les élèves les plus éloignés des codes scolaires. Sur le site du GFEN, sa conférence « Enseigner aujourd'hui à l'aune des compétences ».

🔗 [www.gfen.asso.fr/fr/bernard\\_rey\\_tours\\_2016](http://www.gfen.asso.fr/fr/bernard_rey_tours_2016)

## DIRECTION D'ÉCOLE : LES QUOTITÉS DE DÉCHARGE À LA RENTRÉE 2016

Deux changements sont programmés dans les volumes de décharge applicables à la rentrée 2016 pour les directeurs et directrices d'école. 10 jours fractionnables, soit une journée par mois (voir BO n°32 du 4 sept 2014), sont attribués pour les écoles à deux classes (au lieu de 4 auparavant) et 1/3 de décharge est désormais attribué pour les écoles à 8 classes (au lieu d'1/4 auparavant).

ÉCOLE MATERNELLE		ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE OU ÉLÉMENTAIRE + MATERNELLE	DÉCHARGE
Nombre de classes			
1 classe			<b>Décharges de rentrée et de fin d'année scolaire</b> 4 jours fractionnables: 2 à 3 jours mobilisables de la rentrée aux vacances de la Toussaint et 1 à 2 jours mobilisables en mai et juin
2 et 3 classes			10 jours fractionnables (1 journée par mois)
4 à 7 classes			quart de décharge
8 classes	8 et 9 classes		tiers de décharge
9 à 12 classes	10 à 13 classes		demi-décharge
13 classes et +	14 classes et +		décharge totale

### Écoles fonctionnant sur 9 demi-journées

- Un quart de décharge libère un jour par semaine et une demi-journée une semaine sur quatre;
- Un tiers de décharge libère un jour et demi par semaine;
- Une demi-décharge libère deux jours par semaine et une demi-journée une semaine sur deux.

### Écoles fonctionnant sur 8 demi-journées :

- Un quart de décharge libère un jour par semaine;
- Un tiers de décharge libère un jour par semaine et soit un jour à une semaine sur trois, soit une demi-journée deux semaines sur trois;

- Une demi-décharge libère deux jours par semaine.

La décharge d'enseignement ne s'impute jamais sur la neuvième demi-journée où se concentrent les activités périscolaires.

### Écoles comptant au moins 3 classes d'inclusion scolaire

La décharge est totale pour les écoles à partir de 5 classes.

### Écoles annexes et écoles d'application

- Écoles ayant 3 ou 4 classes d'application: demi-décharge;
- Écoles ayant au moins 5 classes d'application: décharge complète.

### Décharge du temps d'activités pédagogiques complémentaires (APC)

NOMBRE DE CLASSES DE L'ÉCOLE	DÉCHARGE SUR LES 36 HEURES D'APC
1 à 2 classes	6 heures
3 à 4 classes	18 heures
5 classes et +	36 heures

## LU DANS LE BO

### N° 13 DU 31 MARS 2016

- Une circulaire sur la généralisation et la structuration des groupes académiques pour « Améliorer le climat scolaire pour une École sereine et citoyenne »
- Voie professionnelle: une circulaire sur l'organisation et l'accompagnement des périodes de formation en milieu professionnel

- Traitement automatisé des données: le texte sur la consultation du bulletin n° 2 du casier judiciaire et du fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV) des agents de l'éducation nationale en contact habituel avec des mineurs

- Vie scolaire: une note de service sur la participation des enseignants d'éducation physique et sportive du 2nd degré aux activités sportives scolaires volontaires des élèves

### N° 14 DU 8 AVRIL 2016

- Actions éducatives: une note de service sur la campagne « Pas d'éducation, pas d'avenir! » 2016
- Diplôme national du brevet: une note de service sur les modalités d'attribution à compter de la session 2017

- Brevet professionnel: modifications dans la définition des épreuves et règlements d'examen des

unités d'enseignement général

### N° 15 DU 14 AVRIL 2016

- La circulaire de rentrée 2016

- Une circulaire sur la liste-type de fournitures scolaires pour la rentrée 2016

- Actions éducatives: une note de service sur l'organisation du concours des écoles fleuries 2016-2017

- Présentation des priorités du plan national de formation en direction des cadres pédagogiques et administratifs du ministère de l'éducation nationale

- Personnels du second degré: affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours et des examens professionnalisés du second degré - rentrée 2016

### N° 16 DU 22 AVRIL 2016

- Actions éducatives: une note de service sur la journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions (10 mai 2016)

- Actions éducatives: une note de service sur le lancement de la seconde édition de la Journée des arts à l'École

- Une instruction de la ministre de l'Éducation nationale sur la politique disciplinaire concernant les faits portant atteinte à l'intégrité physique ou morale des mineurs

# Des histoires d'enfants pour les enfants

Des histoires d'enfants, de leurs familles, d'ici ou d'ailleurs, d'aujourd'hui ou d'autrefois, du bonheur tranquille à l'exil, la maladie, la guerre... Et toujours de l'espoir, aux couleurs d'un monde dans lequel les livres peuvent aider les enfants à comprendre, à grandir, à s'ouvrir aux autres.



## LE COUP DE CŒUR TE SOUVIENS-TU DE WEI ?



De Gwenaëlle Abolivier, ill. Zaü, Ed. Hongfei. **Cycle 3**

En 1916, Wei débarque dans une Europe à feu et à sang, comme 140 000 jeunes Chinois. Ses 20 ans et ses rêves sont

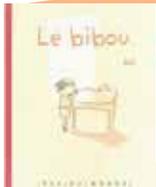
plongés dans une guerre qui n'est pas la sienne. Ce texte a la beauté d'un poème et les encres de Zaü retracent le parcours de « cet homme arrivé un matin de printemps vêtu d'un habit bleu de nuit et les cheveux noir de jais ». Un livre pour retrouver la mémoire oubliée de ces recrues du bout du monde, travailleurs de force dans l'enfer de la grande Guerre. Deux pages documentaires en fin d'album.

## LE BIBOU

d'Isol, Ed. Rue du Monde. **Cycles 1 et 2**

Une famille, c'est d'abord l'arrivée d'un Bibou qui chamboule la vie de ceux qui sont déjà là... Un exposé à la manière scientifique, très

illustré, sur les nouveaux-nés. Du bain au caca, des pleurs au langage, de la découverte des orteils à celle des émotions et même du fait que chacun a été un jour un Bibou, la première année du bébé est racontée sur un ton amusant, accompagné de dessins rigolos sur papier kraft avec une technique du double trait qui fait doublement effet!



## TOUT LE MONDE SAIT FAIRE DU VÉLO

Ingrid Chabbert, ill. Maurèen Poignonec, Ed. Kilowatt. **Cycle 2**

Antoine, lui, a renoncé : chaque fois, il se

retrouvait par terre. Jusqu'à l'arrivée de Coralie avec qui tout devient possible, y compris de parler, pour ne pas « tout garder en dedans ». Car il n'y a pas que la peur du vélo qui perturbe Antoine. Comme dit Coralie, sa mère « elle est bizarre, soit elle pleure, soit elle te flanque des baffes ». Un joli texte, raconté du point de vue de l'enfant, qui aborde un sujet rare : la dépression d'un parent, l'apparition de la violence dans la famille, en restant simple et positif, comme les illustrations gaies et colorées.



## MA PETITE SŒUR D'OCCASION,

d'Eric Sanvoisin, ill. Jess Pauwels, Ed. Nathan. **Cycle 3**

Hugo s'était persuadé que ses parents avaient renoncé à



adopter. Apprendre qu'une petite sœur, et noire de surcroît, va arriver sous peu, le bouleverse totalement. Raconté à la première personne ce roman balaie ces quelques jours où le garçon, confié à sa grand-mère, va s'habituer, se remettre en question... À l'arrivée de la petite sœur, il aura fait un beau chemin pour accepter et aimer la petite Éthiopienne.

## AVEC TROIS BRINS DE LAINE (ON PEUT REFAIRE LE MONDE)

de Henriqueta Cristina, ill. Yara Kono, Ed. Des Éléphants et Amnesty International. **Cycle 2**

Inspiré de l'histoire vraie d'une famille ayant fui la dictature portugaise, cet album raconte comment le quotidien de l'exil peut s'avérer assez triste même lorsque la famille est en sécurité. Car l'hiver est sombre loin de son pays, des siens, de ses habitudes. Ici, tout est gris, jusqu'aux vêtements, uniformes. C'est alors qu'avec ses aiguilles à tricoter, la maman fait souffler un air de fantaisie et de liberté sur la ville. Un joli regard, aux illustrations graphiques, sur les couleurs d'une société qui intègre les autres.



## PARTIR AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

de Francesca Sanna, Ed. Gallimard



jeunesse. **Tous cycles**

La guerre est arrivée et il a fallu fuir. Sur la route de l'exil, cette maman et ses deux enfants sont de plus en plus démunis et fatigués. Ce voyage douloureux est magnifiquement illustré par des dessins qui restent doux par leurs lignes et leurs couleurs. Inspirée par des rencontres avec de jeunes migrants, cette histoire ressemble à celles de tant de familles aujourd'hui, avec l'espoir qu'elles retrouvent « un endroit pour elles, une maison bien à l'abri, où elles pourront reprendre leur vie. »

## TANGAPICO,

de Didier Lévy, ill. Alexandra Huard. Editions Sarbacane. **Cycles 2 et 3**

À 9 ans, rejoindre son père dans la jungle en prenant seul



le bateau pour remonter le fleuve, ce n'est pas très rassurant. La coutume veut de plus qu'à chaque étape « on donne une chose à laquelle on tient, et on en reçoit une autre en échange ». Obligé de renoncer à ses objets fétiches, au fil du voyage Marcus glisse peu à peu dans l'éblouissement face à la nature, le plaisir des découvertes et des rencontres. Un texte magnifique et des illustrations sublimes aux allures de tableaux colorés qui donnent envie de partir en Amazonie illico.

# « NANTES, JE T'AI LONGUEMENT OBSERVÉE... »



De l'observation au dessin, de la maquette au livre animé, un regard plus aiguisé sur sa ville.

À Bellevue, on n'est pas très loin du centre historique de Nantes. Pourtant dans ce quartier populaire, nombreux sont ceux qui n'ont pas accès au riche patrimoine de la ville. « Certains de nos élèves n'ont jamais visité le château des Ducs de Bretagne », raconte Cécile Lehuédé, enseignante à l'école Alain Fournier, classée en REP+. « Le quartier est excentré et il y a peu de mixité sociale et culturelle » poursuit-elle. Alors, quand Cécile a vent du projet « l'observatoire de la ville » qui propose une approche de Nantes et de son patrimoine par le biais de l'architecture, l'art et l'écriture, elle y inscrit sa classe de CM1-CM2 sans attendre. Au total cette année, ce sont six classes de 4 écoles de la ville qui participent à cette deuxième session du projet initié par la municipalité, l'ARDEPA, une association de diffusion et de promotion de l'architecture et l'association culturelle ARTABAN.

Les élèves de Cécile ont d'abord beaucoup observé. Sortie sur le toit de l'école d'architecture pour découvrir autrement la ville et ses environs et faire une écriture de terrain; visite de son propre quartier pour découvrir qu'à côté des immeubles, il y a aussi des villas, pour dessiner une fenêtre,

une façade et imaginer par écrit ce qui se passe derrière... Ouvrir le regard, changer de point de vue, décrypter les différentes fonctions de la ville pour mieux se l'approprier. « Les élèves découvrent des choses sur leur environnement et leur regard est plus affuté et critique pour analyser ensuite des paysages ou des photographies en géographie », note Cécile.

## La ville réelle, la ville rêvée

Maintenant la classe prépare un livre animé géant, un « pop-up » pour représenter le quartier de Bellevue dans ses différentes dimensions urbaines, en y injectant des idées d'une ville utopique. Le travail d'écriture se poursuit et il est fondamental pour la maîtresse. « Le projet irrigue vraiment toute la production d'écrits de la classe, se félicite-t-elle, c'est un domaine que j'avais du mal à enseigner, mais là, les élèves se lancent avec plaisir dans l'écriture malgré leurs difficultés. Les progrès sont palpables. » Aujourd'hui ils écrivent à leur ville et leurs lettres seront mises en voix et lues devant les autres participants au projet en fin d'année: « Nantes, je t'ai beaucoup observée, voilà ce que je pense de toi... »

ALEXIS BISSERKINE

## EN BREF

### VIDÉOS

#### LES LEÇONS DU PROFESSEUR GAMBERGE

Comment on fait les bébés ? C'est quoi le terrorisme ? Pourquoi il pleut ? Voilà quelques uns des titres des quelque 70 vidéos consultables sur le portail numérique du premier degré Prim'abord. Dans des dessins animés de moins de trois minutes, le professeur Gamberge, savant un peu déjanté aux allures du Doc de *Retour vers le futur*, répond avec humour et pédagogie à toutes les questions posées par deux jeunes enfants très curieux.

➤ <http://eduscol.education.fr/primabord/les-videos-du-professeur-gamberge>

### ACTIVITÉS ARTISTIQUES

#### VOYAGER AVEC HOMÈRE



À partir du travail d'un artiste contemporain, Jean Percet, autour d'une traduction de l'Iliade d'Homère, l'académie de Versailles propose sur son site des

progressions pour les trois cycles avec à la clé des séquences pédagogiques en arts visuels ou en éducation physique. Une belle occasion d'embarquer avec ses élèves vers l'univers fascinant de la Grèce antique et de sa mythologie.

➤ <http://iliade.dane.ac-versailles.fr>

### LANGUES VIVANTES

#### L'ANGLAIS DE 3 À 8 ANS

L'anglais pour vous et les autres est un site développé par une formatrice d'ESPE et une professeure de linguistique anglaise. Ses auteures excluent d'office le recours à l'écrit pour privilégier l'écoute et l'expression et proposent divers jeux accessibles aux plus jeunes, des flashcards à télécharger ainsi qu'une application pour smartphones et tablettes associant images et situations avec les mots et phrases prononcés en anglais. Un support particulièrement adapté aux débuts de l'apprentissage.

➤ [www.anglaispourvousetlesautres.fr](http://www.anglaispourvousetlesautres.fr)

## LEURAVIS

### TRANSPARENCY INTERNATIONAL

« Il faut permettre l'identification des véritables bénéficiaires des avoirs, derrière les écrans qui les dissimulent... Il convient aussi d'organiser sur le plan mondial l'échange automatique d'informations sur les données fiscales... Il faut enfin rendre obligatoire pour les entreprises multinationales l'établissement d'une comptabilité pays par pays »

### ATTAC FRANCE

« Attac pose une question simple à M. Oudéa, directeur général de la Société générale : que cherchaient les 979 clients dont vous avez organisé l'implantation au Panama, si ce n'est frauder le fisc de leur pays d'origine ? »

### FRÉDÉRIC OUDÉA

DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

« La Société générale n'a plus aucune implantation dans les paradis fiscaux. Il ne faut pas confondre une implantation détenue et opérée par une banque, et les sociétés et structures qui sont détenues par nos clients ».

### FRANÇOIS HOLLANDE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Ça va nous faire encore des entrées fiscales de la part de ceux qui ont fraudé, donc je remercie les lanceurs d'alerte et la presse ».

### MINISTÈRE DES FINANCES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
DU 25 AVRIL

« Le ministre a demandé [au ministre des finances panaméen] une totale transparence en matière d'échange de renseignements et la fourniture sans restriction de toutes les informations relatives à des contribuables français ou à des avoirs ou revenus imposables en France, y compris ceux détenus ou perçus au travers de structures offshore ».

# Panama papers Rattraper les milliards évadés ?

Les révélations de l'affaire Panama papers mettent à nouveau au grand jour les sommes astronomiques qui échappent au fisc en partie grâce aux dispositifs offshore utilisés par les banques. Comment récupérer cet argent au bénéfice des budgets publics et de l'intérêt général ?

**11,5** millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, l'un des champions mondiaux de la domiciliation de sociétés écrans, obtenus et analysés par 107 médias, dans 76 pays du monde entier... Le scandale des Panama papers n'en finit pas depuis près d'un mois de faire des vagues en dévoilant pour la première fois à cette échelle, les stratégies d'évasion fiscale adoptées par plus de 214 000 sociétés offshore ainsi que les noms des actionnaires de ces sociétés : hommes politiques, milliardaires, sportifs de haut niveau, célébrités ou même chefs d'État. Derrière l'indignation massive des citoyens et contribuables découvrant l'ampleur des sommes échappant à l'impôt et l'identité des bénéficiaires, Panama papers fait la lumière sur les mécanismes utilisés par les grands groupes privés avec en tout premier lieu les organismes financiers. 15 579 des sociétés offshore dévoilées sont les créations des banques dont 2 300 par HSBC, 1100 par UBS, 1105 par le Crédit suisse. En France, c'est la Société générale qui détient le pompon avec 979 sociétés créées alors même que l'état-major de la banque avait affirmé vouloir cesser toutes ses activités avec le Panama dès 2010, en annonçant la fermeture de sa filiale locale. Le pays s'était retrouvé à l'époque fiché par la France comme paradis fiscal non coopératif avant d'être ressorti de la liste. « L'absence d'implantation n'impose pas une absence de relations commerciales ou d'affaires avec des clients ou distributeurs situés dans ces pays, dans le respect des standards applicables en matière de lutte anti-blanchiment » ont affirmé sans sourciller les responsables de la Société générale qui, même s'ils surfent avec brio sur les changements réglementaires nationaux, assurent rester dans la légalité, y compris en prenant d'évi-

dentés libérés avec l'obligation de connaître leurs clients et les transactions qu'ils effectuent.

### Au moins 50 milliards pour la France

Alors comment s'opposer efficacement au déploiement de ce dispositif sophistiqué et multi-forme de dissimulation et d'évasion ? Depuis 2008, les leaders du G20, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ainsi que l'OCDE, exercent une forte pression diplomatique sur les pays concernés pour les pousser à passer d'ici 2018 à l'échange automatique de données fiscales. La Suisse, le Luxembourg, le Liechtenstein,



En 2014, un tiers des profits internationaux des banques françaises était logé dans les paradis fiscaux pour un total déclaré de seulement 5 milliards d'euros.

Singapour et la quasi-totalité des petits paradis l'ont déjà fait mais le Panama, avec le Bahreïn, Nauru et Vanuatu, fait partie du dernier carré des « irréductibles ». A l'heure où la crise étrangle les financements publics dans de nombreux pays occidentaux, il y a pourtant urgence à faire régner la transparence et la justice fiscale. En France, un récent rapport du Sénat, peu connu pour ses prises de position alter-mondialistes, évalue à 50 milliards annuels le coût de l'évasion fiscale, près des trois quarts du budget annuel de l'Éducation nationale. PHILIPPE MIQUEL

**Yolande Sit Seo Yen, maîtresse E en Polynésie**

PORTRAIT



Elle se rêvait archéologue, le désir de rester en Polynésie fera d'elle une enseignante militante. À 20 ans c'est en toute jeune débutante

que Yolande débarque sur la minuscule île de Maupiti, dernière île des Îles-Sous-le-Vent, un confetti au milieu de l'océan où elle apprend le métier dans l'unique école « C'était difficile la première année. On était loin de tout. Imaginez deux dessertes par semaine ! » Après le cyclone de 1997 qui dévasta tout avec des vents à 280 km/h, elle décide de rester. « Il fallait reprendre l'école rapidement pour aider les habitants. On faisait classe sous des tentes militaires où la température montait à 40° ». C'est à Maupiti qu'elle trouve sa voie, l'aide aux élèves en difficulté. Elle passe le CAPSAIS à Papeete... et retourne à Maupiti où elle restera encore 10 ans, participant à la mise en place d'une « école des parents ». Une

mesure de carte scolaire et la voilà de retour à Faaa, banlieue de Papeete, maîtresse E en ZEP et intervenant aussi en collège. « Ici, 80% des collégiens sont en difficulté scolaire. Les parents sont très jeunes et dépassés. Il y a beaucoup de chômage et leur première préoccupation c'est d'avoir un toit et à manger, pas l'éducation. ». Les obligations de service sont les mêmes qu'en métropole et ici aussi les 108 heures explosent sous la charge de travail. Mais son moteur c'est la relation privilégiée avec les élèves. « On sait ce qu'on leur apporte. En faire de futurs citoyens pour qu'ils s'en sortent plus tard ».

Elle déplore la violence des jeunes, surtout au collège et leur indifférence envers la métropole. « Les enfants se sentent Polynésiens avant tout. Alors à l'école, on travaille sur la France ou le racisme. On met en place des groupes de parole et d'écoute avec les parents. Ce ne sont pas des solutions miracle mais des échanges ». VIRGINIE SOLUNTO

**YOLANDE SIT SEO YEN EST MAÎTRESSE E À FAAA SUR L'ÎLE DE TAHITI, POLYNÉSIE FRANÇAISE. ELLE ENSEIGNE EN CYCLE 3 À L'ÉCOLE DE FARAHEI NUI ET INTERVIENT ÉGALEMENT SUR L'ÉCOLE MATERNELLE DE VEROTIA.**

**EN BREF**

**HANDICAP**

**GUIDE PRATIQUE**

La fédération des APAJH, principale association « tout handicap », vient de publier son nouveau guide pratique. Cet ouvrage est destiné à répondre à toutes les questions que peuvent se poser les personnes en situation de handicap et leurs familles, qu'elles concernent la petite enfance et la scolarisation, la vie adulte ou encore l'accès à la vie ordinaire. Il fournit des informations pour permettre de mieux appréhender les démarches administratives, de se défendre et de faire valoir ses droits mais aussi des adresses utiles et le cadre institutionnel.

[www.apajh.org](http://www.apajh.org)

**CONTRACEPTION**

**NE PASS' PLUS EN ÎLE-DE-FRANCE**

Valérie Péresse, nouvelle présidente de la région Île-de-France vient de supprimer le Pass'contraception, sans avoir présenté un nouveau projet. Destiné à fournir gratuitement aux lycéennes des moyens contraceptifs notamment en milieu rural, il se décline avec des modalités variables selon les régions. Si le pass' ne fonctionne pas aussi bien qu'il le devrait suivant les régions, les raisons semblent être du côté de l'information et de la volonté des professionnels de santé libéraux pour lesquels c'est un circuit de remboursement inhabituel et plus compliqué.

**DIPLÔMES**

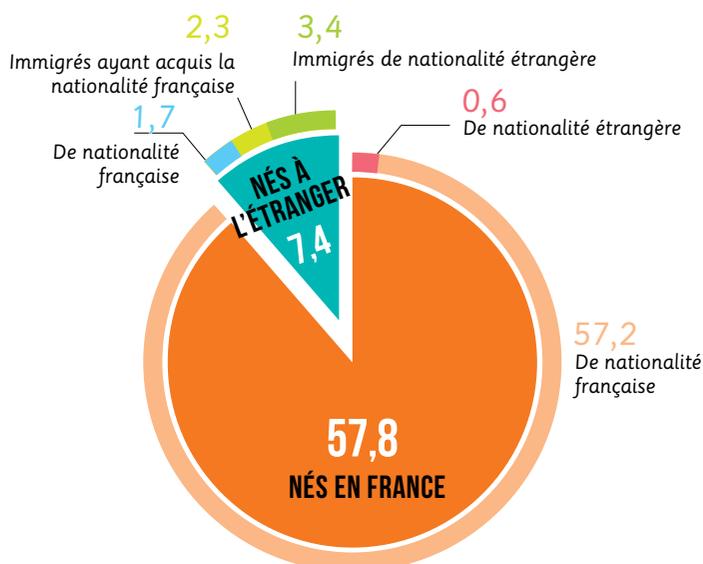
**LES FEMMES DEVANT**

Selon une récente étude de l'Ined, les femmes sont souvent plus diplômées que leur conjoint. L'élévation du niveau d'éducation des femmes, leur entrée massive sur le marché du travail, le développement de la contraception ont concouru avec la montée du chômage et l'incertitude attachée aux carrières masculines, à casser un modèle ancien du couple où la femme se spécialisait dans la sphère domestique. Malgré ce nouvel ordre social, les femmes gagnent en moyenne toujours nettement moins que leur conjoint et continuent à assumer la majorité des tâches domestiques.

**ÉTRANGERS, IMMIGRÉS, DE QUI PARLE-T-ON ?**

Un immigré est « une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France », un étranger est « une personne résidant en France sans avoir la nationalité française ». L'INSEE propose une brochure pour mieux comprendre la mesure de ces populations. On y apprend qu'on peut être immigré sans être étranger car, parmi les 5,7 millions d'immigrés comptabilisés en 2012, 40 % ont acquis la nationalité française. A l'inverse un étranger résidant en France n'est pas forcément immigré s'il est né en France de deux parents étrangers.

**LA RÉPARTITION EN MILLIONS DE LA POPULATION EN FRANCE SELON LE LIEU DE NAISSANCE ET LA NATIONALITÉ**



INSEE avril 2016 sur données 2012

# Peinture de l'enfance, miroir de la société

Le musée Marmottan-Monet à Paris propose jusqu'au début juillet une exposition sur l'art et l'enfant. Une autre façon de suivre les évolutions du statut de l'enfant dans la société.



Le marchand de violettes - Fernand Pelez 1885

L'exposition «*L'art et l'enfant*» présentée au musée Marmottan retrace l'histoire du statut de l'enfant dans la société à travers les siècles. Les ravages de la mortalité infantile avant le XIX<sup>e</sup> siècle témoignent du peu d'intérêt qu'on portait à leur condition. Pour les puissants, il s'agissait avant tout, à travers les portraits d'enfant-roi ou de familles aristocrates, de proclamer la continuité dynastique. L'expérience de la mort des enfants est illustrée par un très rare et anonyme «*Portrait d'un enfant mort*» côtoyant les enfants humbles représentés par les frères Le Nain dans des scènes plus pittoresques que réalistes. C'est le siècle des Lumières et Rousseau qui vont placer l'enfant au centre des préoccupations politiques, morales et sociales. La médecine progresse, l'allaitement maternel se répand et même les aristocrates posent donnant le sein. Les corps se rapprochent, le sentiment familial triomphe et l'enfant éduqué

devient davantage celui de ses parents, de leur réussite sociale aussi. L'enfant est dorénavant sujet de peinture. Chardin le montre jouant dans «*L'enfant au toton*» ou Girodet le peint étudiant avec son père. Après 1789 et le début du XIX<sup>e</sup> siècle et ses révoltes, l'enfant du peuple prend les armes. Enfant de troupe dans «*Le clairon*» d'Eva Gonzalès ou «*Les petits patriotes*» de Jeanron illustrent la perte de l'innocence de ces enfants combattants. Les enfants de la campagne de Millet semblent protégés comme dans «*La becquée*».

La fin du XIX<sup>e</sup> montre une enfance contrastée. L'enfant s'autonomise, entre au collège pour Corot «*jeune homme à la casquette*». Les impressionnistes nous font entrer dans l'intimité du cercle familial en représentant leurs propres enfants dans une vision heureuse et insouciant, d'autres proposent une vision plus violente des gamins des rues. Lepage dénonce le travail des enfants et leur prostitution dans «*Le petit cireur de bottes*». «*Le marchand de violettes*» de Fernand Pelez précède de peu les premières lois sur la protection de l'enfance. À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, chez Vallotton ou Bonnard, l'enfant est libre et infatigable tandis que Picasso et Matisse commencent à s'intéresser à leurs dessins. VIRGINIE SOLUNTO

Pierre-Yves Cusset, sociologue, chargé de mission à France Stratégies\*

3 QUESTIONS À



## « Une dégradation relative de la situation économique des jeunes »

*Vous venez de réaliser une étude sur les situations de la jeunesse et des seniors en France ? Quels en sont les principaux constats ?*

Même si le niveau de vie général continue d'augmenter, on constate une dégradation relative de la situation économique des jeunes par rapport aux plus âgés. Il y a 40 ans, on trouvait plutôt les pauvres chez les personnes âgées. Cette évolution tient à plusieurs facteurs parmi lesquels l'amélioration du système de retraite après la guerre mais aussi les difficultés d'insertion sur le marché du travail touchant les jeunes. Le taux de chômage des

jeunes dans les quatre années qui suivent la sortie de la formation initiale est passé de 12 à 20 % entre 1978 et 2014. Un autre poste déterminant est le logement : il représente 30 % du revenu des moins de 30 ans alors qu'il n'est que de 15 % pour les plus de 50 ans.

*Quel est l'impact des dépenses publiques sur ces équilibres générationnels ?*

Mécaniquement, le vieillissement accroît les dépenses de protection sociale. En 1959, c'était 15 % de part du PIB, en 2013, 32%. Cela est dû à l'augmentation de la proportion de personnes âgées. Mais la dépense globale protection sociale et éduca-

tion augmente de 10 points pour les plus de 60 ans entre 1979 et 2011 alors qu'elle n'augmente que de 2 points pour les moins de 18 ans. Entre 1979 et 2011, les dépenses d'éducation sont stables, de 4,7 % à 4,4 % du PIB en France à la différence des autres pays de l'OCDE. Par exemple, de 2005 à 2010, la dépense moyenne par élève augmente de 10 % dans 23 pays pour seulement 5 % en France.

*Quels sont les moyens de rééquilibrer la situation ?*

Nous présentons les leviers possibles. On peut réformer les marchés du travail et du logement ou bien mobiliser davantage les transferts

publics par des dotations en capital pour les jeunes comme le RSA dès 18 ans, ou en nature en développant l'accueil de la petite enfance ou en augmentant le nombre d'enseignants par élève. On peut aussi tenter de juguler l'augmentation des dépenses de retraites, en jouant sur le montant des retraites ou sur le nombre de retraités. L'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires va aboutir à une diminution du pouvoir d'achat des retraités par rapport aux salaires. La limitation du nombre de retraités passe elle par un recul de l'âge effectif de départ.

PROPOS RECCUEILLIS PAR PHILLIPE MIQUEL

\*Organisme de réflexion, d'expertise et de consultation placé auprès du Premier ministre

## AGENDA

LES 18 ET 19 MAI A NICE (06)

### COLLOQUE ECRITECH'7

Le 7<sup>e</sup> colloque «écriTech'7» réunira sur le campus niçois chercheurs et enseignants autour de la problématique : « *Le numérique : pratiques d'écritures nouvelles et plurielles* ». Il proposera deux conférences de Stéphane Vial, maître de conférences en design et médias numériques, et François Bon, écrivain, ainsi que de trois tables rondes et des ateliers. Inscriptions sur Canopé.

✉ [contact@ecritech.fr](mailto:contact@ecritech.fr)

LES 21 ET 22 MAI A ROUEN (76)

### UN WEEK-END AU MUSÉE DE L'ÉDUCATION

Le musée national de l'Éducation, Munaé, organise un week-end spécial autour de ses deux expositions actuelles, « *Plus ou moins bêtes : les animaux de l'éducation* » et « *Lumineuses projections* ». L'occasion de découvrir les différents espaces du musée, avec des visites guidées et contées. Inscription gratuite dans la limite des places disponibles.

LE 28 MAI A PARIS (75)

### JOURNÉE NATIONALE DE L'OZP

L'Observatoire des zones prioritaires (OZP) organise une journée nationale « *L'éducation prioritaire deux ans après la refondation* » au lycée Paul Bert (14<sup>e</sup>). Il sera possible de suivre les interventions de Béatrice Gille, rectrice de Créteil, et d'Anne Armand, inspectrice générale, ainsi que deux tables rondes sur « *Les fonctions spécifiques* » et « *les pratiques pédagogiques* » en EP. Inscriptions, sans frais, en laissant un message.

✉ [ozp@ozp.fr](mailto:ozp@ozp.fr)

DU 3 AU 5 JUILLET À DIJON (21)

### 89<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'AGEEM

C'est en ce moment que se prennent les inscriptions pour le 89<sup>e</sup> congrès national de l'Ageem, association des professeurs de maternelle. Il réunira des intervenants tels que Eric Debarbieux, Agnès Florin, Yves Soulé, Joëlle Gonthier ou François Durpaire autour du thème « *l'estime de soi* ».

✉ <http://ageem.fr>

## CINÉMA

# LES AMANTS DE CARACAS

**O**n voit rarement en France des films vénézuéliens : la crise socio-économique qui touche le pays depuis des années ne nous facilite pas de toute façon une compréhension aisée de cette nation. La sortie le 4 mai des *Amants de Caracas* ouvre donc une fenêtre sur un monde devenu opaque. C'est le premier long-métrage de fiction pour Lorenzo Vigas, né à Merida en 1967, fils d'un des plus célèbres peintres



du pays, Oswaldo Vigas, mort en 2014. Lorenzo Vigas a réalisé des documentaires et ses courts-métrages traitaient déjà de la relation au père abusif, sujet profond de ces *Amants de Caracas*, même s'il n'apparaît pas directement. Premier long-métrage, et pourtant Lion d'Or à Venise en 2015, à la grande surprise du réalisateur, qui a dit combien il était perplexe quand les organisateurs du festival lui ont demandé d'être présent à la cérémonie de clôture. Bellocchio, Gitai, Sokourov, Egoyan, Skolimowski : ses concurrents étaient plutôt intimidants... Le film commence de façon assez banale avec un quinquagénaire draguant dans la rue des petits voyous qu'il ramène chez lui. Mais tout est surprenant dans ce film, qui ne tombe dans aucun des clichés qu'on pourrait attendre. La complexité des relations montrées sur l'écran, l'imprévisibilité des développements narratifs, jusqu'à la dernière minute, justifient largement cette reconnaissance vénitienne. L'ombre de la relation père-fils, reste mystérieuse et fonde pourtant la situation du personnage principal. Le comédien qui le joue, Alfredo Castro, est chilien, et donc légèrement décalé dans cet univers. Son attitude toujours

distante, en retrait, inexplicquée, donne une force supplémentaire au récit. S'ajoute à cela une manière sombre dans la peinture des rues de Caracas, ville sinistrée par la misère et la violence. Caracas est filmée sans filtre, sans artifice, par une équipe immergée dans ce bouillonnement urbain. Surprises, mystères, complexité, brutalité et sensibilité à fleur de peau : un grand film. RENÉ MARX

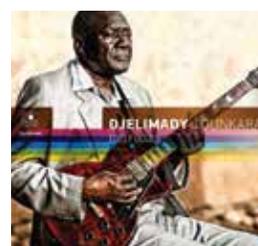
✉ Les critiques de cinéma de *Fenêtres sur Cours* sont sur [lavedesfilms.com](http://lavedesfilms.com)

## MUSIQUE

# BLUES MALIEN ET TRANSE ÉLECTRO

**S**uccesseur de Salif Keita et de Mory Kanté, Djelimady Tounkara a été le leader de l'orchestre du buffet de la gare de Bamako, créé en 1970 et rebaptisé quelques années plus tard Super Rail Band. Il revient aujourd'hui, entouré de jeunes musiciens (Sékou Kanté à la guitare basse, Sayon Camara à la guitare rythmique et Yacouba Sissoko aux percussions) pour un « *Djely Blues* » purement instrumental, guitares et percussions. Héritier d'une tradition de griots, Djelimady Tounkara a d'abord joué de la kora, du balafon, du n'goni et des percussions avant de choisir la guitare. « *Djely Blues* » s'est nourri de cette tradition mandingue mais des accents du Mississippi, cubains ou latinos transpirant de ses six cordes. Un album acoustique élégant, brillant, souvent mélancolique et très mélodique.

Avec « *Now* » d'Elektro Bamako, l'acoustique se fait la malle pour un son électro où la machine sonore mêle les instruments traditionnels mandingues au souffle énergique d'un rock new-yorkais. Le trio Paul Sidibé, Damien Traini et Marc Minelli électrifie la musique malienne et on imagine que cette sonorité vibrante doit être puissante en live. LAURE GANDEBEUF



**DJELIMADY TOUNKARA**  
« DJELY BLUES » LABEL  
BLEU L'AUTRE  
DISTRIBUTION

**ELECTRO BAMAKO**  
« NOW » CSB PROD  
L'AUTRE DISTRIBUTION  
EN CONCERT LE 4 JUIN  
AU DIVAN DU MONDE À  
PARIS

Albert Ogien, sociologue

ENTRETIEN AVEC

## « Nuit debout : ce qu'ils veulent c'est construire un autre monde »

*Comment expliquer l'irruption de Nuit debout en France en décalage avec d'autres mouvements d'occupation de places dans le monde ?*

Aujourd'hui les occupations de place sont devenues une forme d'action politique reconnue. En 2011, quand elles ont commencé en Tunisie, en Égypte, puis en Espagne et à New York, elles avaient un caractère surprenant. Les caractéristiques de ces occupations : rejet des partis et des syndicats, pas de programme, pas de stratégie, pas de leader, ne semblaient pas correspondre à la tradition française. Les voilà reprises ici, mais avec combien de difficultés ! Ceux qui se rassemblent sont essentiellement des citoyens qui depuis quelques années, partout à travers la France, se sont organisés en groupes de réflexion et d'action afin de penser à comment changer la politique, à l'exemple des cafés-repairs de l'ancienne émission d'Inter « *Là-bas si j'y suis* ». À la faveur du rejet de la loi Travail, ces gens ont saisi l'opportunité du rendez-vous de la place de la République pour se rencontrer dans ce qui est le premier mouvement de « *la gauche contre la gauche* ».

*Ce mouvement a-t-il des chances de durer et de déboucher sur des transformations politiques et sociales ?*

Comme les Indignés en Espagne, les participants ne se posent pas ce genre de questions. Ils ont d'ailleurs dépassé au bout de deux jours la mobilisation initiale sur la loi El Khomri et ne demandent rien au gouvernement. Ce qu'ils veulent c'est construire un autre monde. En ce sens, l'occupation des places dans les démocraties occidentales se démarque clairement de celle des pays arabes où l'objectif était de « dégager » les dictateurs en place. L'horizon de « Nuit debout », c'est simplement de faire vivre la démocratie directe avec les gens qui sont sur la place, en favorisant leur politisation. L'action concrète sur les institutions doit se faire en un autre temps et d'une autre façon. L'idée a d'ailleurs été vite reprise de sortir de la place et de porter le débat dans les banlieues, dans les partis, dans les syndicats. Dans d'autres pays cette question s'est résolue en quelques années en engendrant par exemple Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, Bernie Sanders aux USA, Jérémy Corbyn en Angleterre.

*Notre système de démocratie représentative est-il dépassé ?*

Le système peut-être pas, mais le fait qu'il a cessé d'être représentatif certainement. En Espagne, Podemos a choisi de « trahir » l'ambition du 15M\* en acceptant, après trois années de réflexion, d'investir le champ des élections. On ne sait pas comment organiser les sociétés de grande dimension autrement qu'avec un système représentatif. On en dit beaucoup de mal mais on peut aussi le transformer, en faisant que les partis ne fonctionnent plus sur la base de la captation par un sommet du militantisme de base. En Italie, en Grèce ou en Espagne, les structures de « partis-mouvementistes » fondés sur les plates-formes de discussion sur Internet sont déjà en place. On peut aussi travailler sur les mandats, le choix des représentants, le contrôle des formes de délégation et le partage de la décision pour améliorer le système. On ne sait pas encore s'en passer.

*Les syndicats sont aussi remis en cause. Quels enseignements peuvent-ils en tirer ?*

Sur la place de la République, on retrouve beaucoup d'activistes de gauche et parmi eux, bon nombre de syndicalistes. Ils viennent bien sûr à titre personnel sans afficher leur appartenance syndicale. Mais leur présence montre qu'il est possible, comme cela l'a été en Espagne, de construire des coalitions de lutte avec les syndicats et des groupes militants de toutes obédiences. Un des effets positifs de ce rassemblement serait d'ailleurs de réussir à briser les clivages idéologiques dépassés qui paralysent la gauche française. Concernant les syndicats, après la défiance de principe arrive forcément un moment où il faut s'adresser à ceux de son camp. On en a eu un exemple récent avec les manifestations contre la Loi Travail où les jeunes défilaient aux côtés des syndicats. Les syndicats ont tout intérêt à écouter ce qui se passe dans la rue et sur les places pour nouer des alliances constructives et ne pas craindre de transformer leur fonctionnement pour permettre à chacun de s'y exprimer et de s'y reconnaître.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MIQUEL



ALBERT OGIEN EST SOCIOLOGUE, DIRECTEUR DE RECHERCHES AU CNRS ET DIRECTEUR DE L'INSTITUT MARCEL MAUSS DE L'EHESS (ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES). DERNIER OUVRAGE PARU, CO-ÉCRIT AVEC SANDRA LAUGIER : LE PRINCIPE DÉMOCRATIE. ENQUÊTE SUR LES NOUVELLES FORMES DU POLITIQUE, PARIS, LA DÉCOUVERTE, 2014

\*Nom du mouvement espagnol né le 15 mai 2011 sur la place de La Puerta del Sol à Madrid.